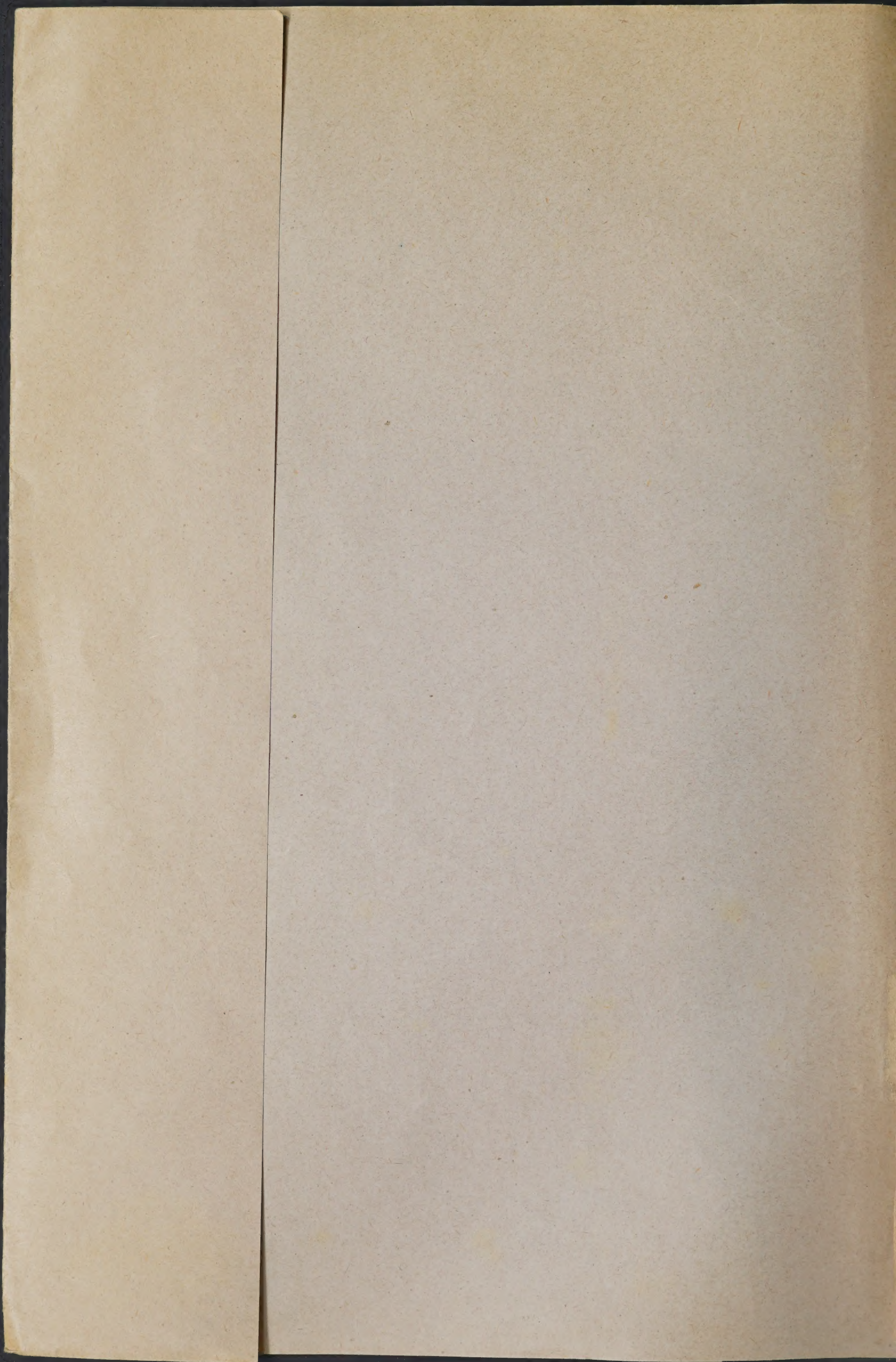
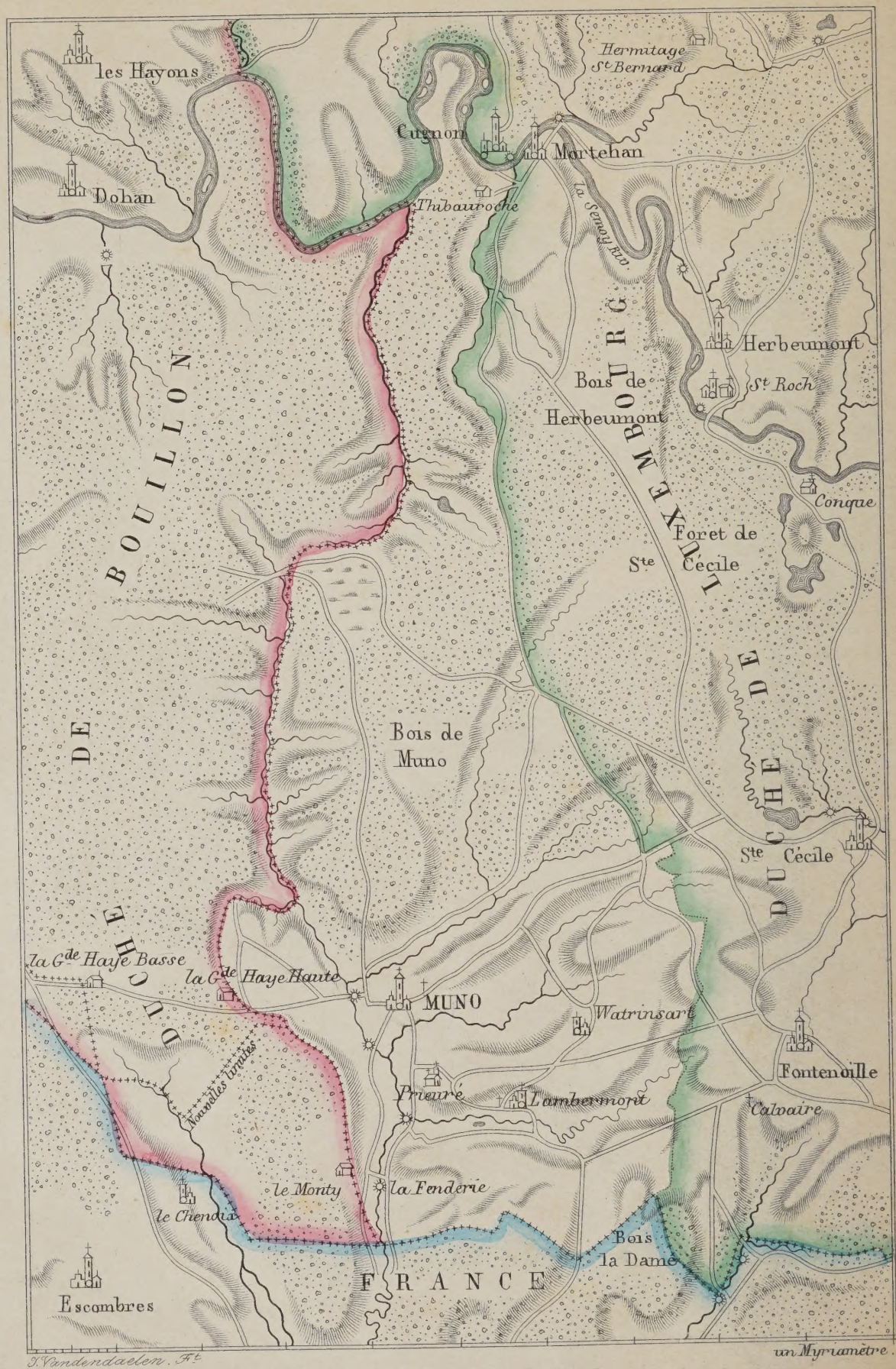




20

10 061



LE BAN DE MUNO.

LES
SEIGNEURS DE MÜNO,

PAR

RENIER CHALON.

Multi tyranni sederunt in throno.

(*Eccl.*, XI, v. 5.)



Bruxelles,

EMM. DEVROYE, IMPRIMEUR DU ROI,

RUE DE LOUVAIN, 40.

—
1861

SEIGNEURS DE MINO.

CHALON.

Extrait du t. III de la Revue d'Histoire et d'Archéologie.

Gravelles,

EMM. DEBROUX, IMPRIMERIE DU ROI,

101, rue de Valenciennes,

1888.

LES SEIGNEURS DE MUNO.

Le village de Muno ⁽¹⁾, canton de Florenville, arrondissement de Virton, province de Luxembourg, forme aujourd'hui, avec les deux villages ou hameaux de Lambermont et de Watrinsart, une commune d'environ 1,500 habitants.

Muno, à qui l'on donnait quelquefois le titre de ville, était jadis le chef-lieu d'une seigneurie composée de trois villages et de quatre fermes isolées. Cette seigneurie, qu'on appelait *la terre* ou *le ban de Muno*, était une des quatre sireries du duché de Bouillon.

Le territoire de Muno s'étendait du nord au sud sur une longueur d'environ trois lieues, formant une bande étroite dont la plus grande largeur n'atteignait pas une lieue. Il se terminait, au nord, par la presque île allongée que contourne la Semoy devant Cugnon, et aboutissait au midi à la principauté de Carignan (France). Le duché de Bouillon le bornait au couchant et le Luxembourg au levant. De ce territoire assez considérable, la partie la plus méridionale, seule, était peuplée et cultivée. Le reste se composait d'une forêt épaisse et sauvage appartenant au seigneur.

Il y avait, à Muno, un prieuré dépendant de l'abbaye de Saint-Vannes de Verdun, fondé au commencement du xi^e siècle, par un comte Herman sur lequel on est loin d'être d'accord. Les uns pensent que c'était un fils de Godefroi l'ancien, dit à la Barbe ⁽²⁾; d'autres soutiennent qu'il était fils du comte Godefroi et de Mathilde, comtesse de Saxe ⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Munau, Muneau, Munoz, Munols, Musneau*, etc.; on trouve ce nom écrit de toutes les manières possibles.

⁽²⁾ *Cartulaire du prieuré de Munols*, tit. coté A.

⁽³⁾ Dom CALMET, *Histoire de la Lorraine*, t. II, preuves, p. 45.

Pour le spirituel, Muno dépendait de l'archevêché de Trèves. Quant à la haute souveraineté et à la mouvance féodale, si longtemps contestées, les défenseurs des droits du duché de Bouillon prétendaient que cet Herman, frère cadet d'un comte de Bouillon, ne possédait le domaine utile de Muno que comme apanage, sous la suzeraineté du comte ; qu'il n'avait donc pu donner aux moines de Saint-Vannes des droits qu'il n'avait pas lui-même. Les autres soutenaient, au contraire, qu'Herman jouissait du domaine de Muno en pleine propriété et souveraineté, au même titre que son frère possédait Bouillon.

Quoi qu'il en soit, il semble prouvé que, dès les temps les plus anciens, les prieurs de Muno faisaient relief de leur fief au duché de Bouillon, et que les habitants de Muno ressortissaient à la cour souveraine du duché. Pour se garantir des malheurs de la guerre, les habitants de Muno, qui se trouvaient sur la frontière extrême du pays, s'étaient mis successivement et moyennant une prestation ou une redevance, sous la sauvegarde du comte de Chiny (duc de Luxembourg), du duc de Lorraine, du prince de Sedan, etc. Ce sont ces mêmes redevances qui donnèrent lieu, plus tard, aux prétentions des ducs de Luxembourg.

Le dernier prieur régulier de Muno, nommé Jean de Bossu, étant mort, en 1525, Nicolas Goberti, évêque *in partibus* de Panade et abbé commendataire de Saint-Vannes, obtint de la cour de Rome, à cause de la pénurie de ses revenus, de jouir par lui-même du prieuré, à titre de commende. Il en prit possession, de l'agrément des religieux, le 25 juillet 1525. Cependant un clerc séculier du diocèse de Liège, nommé Charles de Semmery, avait obtenu, dans l'intervalle, la commende du même prieuré, en vertu de *lettres de premières prières* de l'empereur Charles-Quint, en date du 25 juin 1525 ⁽¹⁾. Il se fit mettre immédiatement en possession par les officiers de justice d'Ivoix (depuis Carignan), qui se portèrent à des voies de fait contre

⁽¹⁾ *Mémoire historique et canonique pour dom Jean François*, p. 3.

son concurrent; lui enlevèrent même, de force, les actes de la possession qu'il avait prise et divers autres titres.

Cette compétition donna lieu à de longs et interminables débats pendant lesquels la souveraineté des ducs de Bouillon fut, tour à tour, reconnue et contestée par le gouvernement de Bruxelles. A Charles de Semmery succéda, par résignation, son frère Michel, moyennant l'engagement pris par ce dernier de payer une pension annuelle de vingt *écus au soleil* à Pierre Goberti, chanoine de Verdun et frère de l'abbé. Ce Michel prêta foi et hommage entre les mains du prévôt de Bouillon, le 14 juillet 1529. Mais ces deux Semmery étaient des gens difficiles en affaires. Michel ne tarda pas à refuser la pension convenue et au paiement de laquelle il s'était engagé, de nouveau, par un acte authentique du 20 février 1535. Ni les menaces de l'évêque de Liège, duc de Bouillon, ni les lettres compulsorales de la cour de Rome ne purent vaincre son obstination.

En 1555, le pape Paul III créa une pension en commende, sur le prieuré de Muno, en faveur de Charles Lambert d'Heure, chanoine de Saint-Lambert. Cette pension avait été créée du consentement de Michel de Semmery qui, selon son habitude, s'empressa de ne pas la payer. Le chanoine d'Heure se pourvut alors à Rome, et en obtint la collation du prieuré, en 1559. Il en prit possession, en 1560.

Nouvelles complications. Au prieur nommé par le pape le collateur ordinaire, l'abbé de Saint-Vannes, opposa un compétiteur, Jean du Hautoy, religieux de l'abbaye de Mouzon. La cour de Bouillon l'admit à foi et hommage, *sauf le droit d'autrui*, le 19 août 1570. Procès entre les deux titulaires. Séquestre des fruits. Résignation de du Hautoy entre les mains du cardinal de Lorraine, abbé de Saint-Vannes. Celui-ci lui donna pour successeur, dom Jacques Mengin de l'abbaye de Saint-Airy de Verdun, puis deux autres religieux, Simon de Locquin et Jean d'Ambly, un Français, qui s'adressa au roi Henri III et réclama son intervention auprès de l'évêque de Liège, duc de Bouillon. L'évêque avait séquestré le prieuré par mandement du 26 juin 1572, et fait confisquer par la cour de Bouillon, le 16 juin 1574, la terre et seigneurie de Muno pour crime de félonie et violences commises par ces nombreux prétendants.

Les jésuites venaient, alors, de s'établir à Liège. L'évêque Gérard de Groisbeck, qui favorisait leur institut, crut que le moyen le plus convenable de mettre fin aux contestations que la possession de Muno soulevait depuis un demi-siècle, était de leur donner cette succession si vivement disputée. Il obtint d'abord la renonciation du titulaire, Lambert d'Heure; puis, en qualité de duc de Bouillon, suzerain de Muno, il leur octroya la jouissance du prieuré dont les revenus devaient servir à l'entretien de leur maison (15 juin 1575).

Une bulle du pape Grégoire XIII, délivrée à la sollicitation du prélat, avait précédemment autorisé ou décrété l'union du monastère de Muno au collège des jésuites de Liège. Cependant l'évêque de Verdun, abbé de Saint-Vannes, ne voulant pas reconnaître la confiscation prononcée par la cour de Bouillon ni le don fait aux jésuites, nomma, de son côté, un nouveau prétendant, dom Benoît de Marche, prieur claustral du Munster, à Luxembourg. Cette nomination fut l'occasion d'une tentative nouvelle contre la suzeraineté du duché de Bouillon. Dom Benoît s'adressa au conseil de Luxembourg pour être mis en possession de son bénéfice, et le comte de Mansfeldt, gouverneur du duché, lui prêta main-forte, s'empara de Muno et s'y fortifia. De Melder, gouverneur de Bouillon, se préparait à l'attaquer quoi qu'avec des forces inférieures, lorsque le duc de Parme, gouverneur général des Pays-Bas, intervint à la demande des jésuites et de l'évêque de Liège, et donna l'ordre à Mansfeldt de réintégrer les PP. jésuites dans la possession du prieuré « promptement et sans autre mystère. » Ce sont les termes de sa lettre. Mansfeldt, au lieu d'obéir, souleva la question de la mouvance de Muno, qui relevait, prétendait-il, du duché de Luxembourg. Cette objection donna lieu à des conférences qui se tinrent successivement à Mons et à Saint-Hubert, de 1580 à 1590, et pendant lesquelles les revenus du prieuré demeurèrent séquestrés, jusqu'en 1583 que les jésuites en obtinrent main-levée provisoire de la part de l'évêque, duc de Bouillon.

Les conférences n'ayant abouti à aucun résultat, le gouvernement de Luxembourg se mit, à son tour, à séquestrer Muno.

Pendant ces séquestres successifs, les jésuites, pour parvenir à rentrer en possession de leur prieuré, s'adressèrent au cardinal de Vaudemont, abbé de Saint-Vannes, et en obtinrent son consentement à l'acte d'union du prieuré de Muno au collège de Liège. Ce cardinal,

qui leur était entièrement dévoué, força même, par des voies de fait et des emprisonnements, les religieux de Saint-Vannes à ratifier cette cession ⁽¹⁾. Ils le firent tous, à l'exception d'un seul, nommé Boncompan, mais à la condition que les jésuites produiraient la bulle de Grégoire XIII, qu'ils invoquaient comme titre. Cette bulle ne fut jamais produite et nous verrons, plus loin, pourquoi.

Forts de ce consentement, ils obtinrent, en 1601, la main-levée définitive du séquestre mis par le duc de Bouillon. Dans la requête qu'ils présentèrent à cet effet, ils ne contestaient nullement les droits du duché sur Muno; mais ils n'eurent pas plutôt obtenu leur demande qu'ils s'adressèrent, aux mêmes fins, à Bruxelles. Leur politique était de perpétuer le conflit entre Luxembourg et Bouillon et de se frayer ainsi la voie à une indépendance absolue.

Dans l'intervalle, le roi de France était intervenu par les armes, et avait fait raser le fort élevé à Muno par le gouvernement des Pays-Bas.

Un mandement de main-levée leur fut accordé par les archiducs, le 11 février 1602, mais toujours sous la réserve de la souveraineté.

Devenus, enfin, paisibles possesseurs de leur conquête, les jésuites poursuivirent leur plan avec une persévérance qui ne se démentit jamais. Opposant tour à tour la juridiction de Bouillon à celle de Luxembourg, et celle de Luxembourg à celle de Bouillon, ils voulaient les anéantir l'une par l'autre et rester seuls maîtres.

Dès l'an 1605, le 12 mai, ils firent publier par les gens de justice qu'ils avaient établis dans *leur terre, un record*, espèce d'acte ou de déclaration, dans lequel ils s'attribuaient une infinité de droits auxquels les prieurs de Saint-Vannes n'avaient jamais pensé, comme celui de faire grâce aux criminels. Et, cette année même, en vertu de ce *record*, leur recteur de Liège fit mettre en liberté des femmes accusées de crimes, dont le prévôt de Bouillon voulait s'emparer ⁽²⁾.

Traduits, en 1609, au conseil du prince de Liège, duc de Bouillon, par les habitants de Muno qui se plaignaient, à tort ou à raison, de leurs vexations et de leurs violences, ils s'adressèrent au conseil de Luxembourg qui fit défense aux habitants, sous peine de châtimens

⁽¹⁾ 20 septembre 1586.

⁽²⁾ Mémoire manuscrit pour prouver la compétence de l'arrêt du 6 septembre 1734.

exemplaires, de donner suite à leurs démarches. Cette défense n'ayant pas produit son effet, les jésuites recoururent à la cour de Bouillon elle-même, ce qui amena, en 1611, une transaction momentanée entre les bourgeois de Muno et leur seigneur, le recteur du collège de Liège.

A peine ces contestations avec *leurs sujets* étaient-elles terminées ou assoupies, que les jésuites eurent à soutenir un nouvel assaut. Le comte de Lœwenstein-Rochefort, leur voisin, prétendait avoir la haute justice de Muno, du chef de la seigneurie de Herbemont⁽¹⁾ qu'il tenait en fief du duché de Luxembourg.

Les jésuites, qui lui déniaient ce droit et qui voulaient l'exercer eux-mêmes, empêchèrent plusieurs fois, par la force, les officiers du comte de poursuivre des crimes commis sur leur terre. Ces contestations donnèrent lieu à une longue correspondance entre le comte de Rochefort et les RR. PP., qui dura de 1619 à 1631, et qui forme un volume in-folio appartenant aujourd'hui aux archives de l'État, à Bruxelles.

C'était de tous côtés un perpétuel conflit. Chaque fois que la justice de Bouillon voulait agir à Muno, les jésuites invoquaient l'appui du conseil de Luxembourg. En 1634, ils imaginèrent d'élever un gibet, comme signe et emblème de leurs droits souverains. Le baron de Fanffre⁽²⁾, gouverneur de Bouillon, le fit abattre. Ils s'adressèrent alors, et comme toujours, à Luxembourg. Mais le conseil de Luxembourg, convaincu de la faiblesse de ses prétentions (disent les défenseurs des droits du duché de Bouillon), préféra les abandonner, en déclarant par des lettres de sauve-garde, délivrées en 1638, que Muno était une *terre neutre*. Cette sauve-garde fut renouvelée en 1647 et en 1658.

Cependant, l'abbaye de Saint-Vannes commençait à réclamer contre la cession forcée qu'on lui avait arrachée. Dès 1626, le prieur, dom

(1) Aujourd'hui Herbeumont, village voisin de Muno. Il y avait, à Herbeumont, un château féodal considérable dont on voit encore les ruines. Ce château fut détruit par les Français, au xvii^e siècle.

(2) Ce mot est ainsi écrit; mais ne serait-ce pas Fenffe, nom d'une localité du Luxembourg?

Jacques Pinchart, avait signifié au résident des jésuites, à Muno, la révocation des prétendus consentements de ses prédécesseurs. En 1631, son successeur, dom Mathias Potier, refusait d'accepter la prestation annuelle d'un *franc barrois* de reconnaissance sur le prieuré que le père Godard lui présentait au nom du collège de Liège, et qui n'avait été reçue, pour les années précédentes, que sous réserve de tous droits. Ces protestations sans résultat n'empêchaient pas les RR. PP. de poursuivre leur entreprise. Chaque fois que la justice de Bouillon les serrait de trop près, ils avaient recours au duc, évêque de Liège, dont ils obtenaient des sursis.

La conquête du duché par Louis XIV, et la cession qu'il en fit, en 1678, au prince de la Tour d'Auvergne, son grand chambellan, vint encore faciliter l'exécution de leurs projets.

La terre de Muno, que réclama le nouveau duc, n'avait pas été comprise, bien explicitement, dans la cession territoriale. Le prince de Liège, qui conserva le titre de duc de Bouillon, pouvait, de son côté, faire valoir des droits à la souveraineté de Muno. Ces prétentions, de plus en plus divisées, fortifiaient évidemment celles des jésuites.

La paix était à peine signée, que Louis XIV, dans son insatiable ambition, imagina un nouveau moyen de faire des conquêtes. Il établit à Besançon, à Brisach et à Metz des espèces de conseils, dits *chambres de réunion*, chargés d'examiner quels étaient les droits ou les prétentions que le roi pouvait éventuellement faire valoir sur des territoires étrangers. Alors, sous les moindres prétextes (et les prétextes ne manquent jamais aux gens de loi), on déclarait l'annexion de droit. L'armée était chargée d'exécuter ces singuliers jugements. Ce procédé, on le sait, a été depuis, avantageusement remplacé par celui du suffrage universel combiné avec la non-intervention..... des opposants; mais, pour son époque, il était assez ingénieux.

La faiblesse de nos gouverneurs généraux et le dénûment dans lequel ils avaient laissé l'armée et le pays, rendirent d'abord ces conquêtes faciles (1683). Muno, avec le comté de Chiny et le duché de Luxembourg, furent déclarés de bonne prise. Saint-Hubert, Bertrix, Mirwart et Muno furent soumis à la juridiction de Metz, malgré les sollicitations du nouveau duc de Bouillon, dont Louis XIV ne voulait pas étendre le territoire. Cet état dura, pour Muno, jusqu'à la paix de Ryswyk, en 1697.

Pendant cette occupation étrangère, les jésuites, tout-puissants à la cour du grand roi, trouvèrent que le moment était favorable pour se rapprocher, de plus en plus, du but qu'ils cherchaient à atteindre. — Se rendre tout à fait indépendants.

Déterminés, pour cette fois, à faire un acte solennel de souveraineté, ils mirent au jour, sous le titre de : *Coutumes locales de la Terre et Ban de Muneau*, un nouveau code copié, en grande partie, sur les coutumes de Bouillon. Ces coutumes, décrétées par le recteur de Liège, avaient été rédigées en 1686 ⁽¹⁾. Elles portent la date du 5 avril 1698 ⁽²⁾, mais elles ne furent publiées et connues que plusieurs années après.

L'art. 1^{er} du chap. XXII ne laisse plus de doute sur les prétentions autocratiques du recteur de Liège. Il porte, en effet, que « la Terre et Seigneurie de Muneau est indépendante de tout Royaume, Province, Terre ou Seigneurie, et neutre de tout temps ; et que le Père Recteur du collège de Liège en est Seigneur légitime et absolu. »

D'après l'art. 25, chap. I, au titre *de la Justice*, les appels des sentences rendues à Muno, devaient se porter par devant des réviseurs que le recteur désignait. Cette manière de procéder fut maintenue, tant que dura l'occupation française ; mais après la paix de Ryswyk, loin de continuer à se soumettre, sans opposition, à leurs nouveaux maîtres, les habitants de Muno, condamnés en première instance par la justice seigneuriale, portèrent souvent leurs appels à la cour de Bouillon. En 1719, un nommé Grand Jean y obtint un relief d'appel contre les jésuites. Ceux-ci, plutôt que de comparoir et de reconnaître ainsi une juridiction supérieure à la leur, excitèrent contre l'appelant les conseils de Luxembourg et de Liège et le mirent dans l'impossibilité d'obtenir justice.

Cette affaire réveilla les prétentions du conseil de Luxembourg sur Muno. Les habitants de cette terre, depuis la paix de Rastadt, avaient été contraints de continuer à payer les contributions exigées pendant la guerre. En 1726, les officiers de Luxembourg avaient même voulu

⁽¹⁾ *Mémoire pour Poncette Alexandre, veuve Philippe Signorel*, p. 9.

⁽²⁾ *Mémoire et inventaire de pièces pour justifier les droits du duc de Bouillon*, p. 15. La coutume de Bouillon fut réformée en 1688.

y établir un bureau de droits d'entrée ; mais cette tentative n'avait pas eu de suite.

Ce fut alors que les jésuites de Liège, voyant leur autorité chancelante et de partout menacée, voulurent, par un coup d'éclat, se poser ouvertement en souverains. En 1729, ils firent, à cet effet, construire, dans la maison du prieuré, des prisons et des cachots, et ériger, dans le voisinage, un gibet monumental, soutenu par trois colonnes de pierre, emblème de leur souveraine puissance. L'ouvrier maçon qui construisit ces prisons et ce gibet, nommé Thomas Seignorel ⁽¹⁾, était destiné, comme Pérille d'Agrigente, à en faire, le premier, la triste expérience.

Le drame horrible que nous allons raconter souleva, au siècle dernier, une réprobation générale contre les jésuites. Il était, alors, de mode de les accuser de tous les crimes imaginables, comme il est, aujourd'hui, de bon ton, dans un certain monde, de les trouver partout et toujours innocents comme des agneaux. La vérité s'éloigne également de ces opinions extrêmes. Les jésuites sont des hommes ; ils ont dû payer leur tribut aux faiblesses et aux misères de l'humanité. Laissons donc de côté les *Relations* empreintes d'un sentiment de haine et d'exagération qui parurent alors et qui, d'ailleurs, ne s'accordent pas toujours entre elles ; laissons aussi les apologies intéressées des personnages compromis dans cette triste affaire. Contentons-nous de rapporter les faits tels qu'ils sont constatés par les actes officiels et, notamment, par l'arrêt solennel de la cour souveraine de Bouillon.

Les jésuites de Liège étaient, à cette époque, représentés à Muno par un père, délégué du recteur, nommé Golenvaux, qui résidait au prieuré. Un lieutenant-seigneur exerçait sous lui l'autorité civile. C'était, depuis trente ans, un prêtre séculier du nom de Nicolas Urbain de Malmédi ⁽²⁾ qui remplissait ces fonctions. La charge de procureur-fiscal appartenait à un nommé Jean-Baptiste de Laporte, ancien jésuite, procureur à Florenville, où il demeurait, et qui ne venait à Muno que pour les soins de son office ⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Signorel, Seigneurel ou Seigneurelle*. On trouve ce nom écrit de diverses manières.

⁽²⁾ Malmaidi, Malmedy, Malmedie, etc.

⁽³⁾ On trouve un de Laporte, notaire de S. M. Impériale et Catholique, résident à Florenville, en 1734. Nous ignorons si c'est le même personnage.

Le 7 février 1730, Laporte, sur l'ordre de Malmédi, arrêta et emprisonna Thomas Seignorel; et sans attendre sa condamnation décidée d'avance, transporta ses meubles et les fit vendre à Carignan.

Le nombre ordinaire des gens de justice, c'est-à-dire le mayeur et les échevins de Muno, n'ayant pas paru suffisant au procureur Laporte, il leur adjoignit, comme juges assumés, un laboureur et un cordonnier; puis, fort de l'avis de deux *gradués*, le président Dufresne et le procureur du roi, Leroy, qu'il avait été consulter à Sedan, il fit signer, et approuver par ces paysans illettrés, une sentence préparée d'avance ⁽¹⁾ qui prononçait la peine de mort contre Thomas. Le seul fait prouvé à charge de ce malheureux, c'est qu'il avait refusé de payer une taxe nouvelle mise, par le recteur, sur les habitants. Ce refus, peut-être un peu brutal, était qualifié de rébellions et de violences contre la justice ⁽²⁾.

La sentence, rendue le 18 février, fut exécutée, le même jour à onze heures du matin.

Le père Cléfer, récollet, qui assista Thomas dans ses derniers moments, déposa, devant la cour souveraine de Bouillon, « qu'à la « sortie de prison, Seignorel voyant qu'il allait mourir, ce qu'il « n'avait pas voulu croire jusqu'alors, demanda à se confesser. Que le « déposant ayant demandé au sieur Laporte du temps et un lieu pour « confesser le dit Seignorel, le procureur fiscal répondit : *sur la « charrette, mon père, sur la charrette!* » ⁽³⁾ »

La veille de l'exécution de Thomas, son frère, Philippe, avait été également arrêté. Son crime était aussi de s'être rebellé contre l'autorité des jésuites et, de plus, d'avoir, disait-on, tenté de substituer une gerbe plus faible à une plus grosse dans la part de la dîme. Le procès de cette seconde victime fut entouré de moins de formalités encore. Laporte se contenta de l'avis d'un sieur de Lahaut, avocat des jésuites

(1) Arrêt de la cour souveraine de Bouillon.

(2) On assure que Malmédi lui avait offert de lui rembourser cette contribution pourvu qu'il fit *semblant de la payer*, pour l'exemple. Thomas, qui croyait avoir le droit de s'opposer à ce qu'il considérait comme une exaction illégale, refusa de se prêter à cette capitulation de conscience. Combien de *grands hommes* n'en eussent pas fait autant que ce pauvre ouvrier !

(3) Arrêt de la cour de Bouillon.

à Carignan. Le 25 février, Philippe Seignorel fut, comme son frère, condamné à être pendu. Son exécution, qui eut lieu le même jour, à midi, fut accompagnée de circonstances atroces. L'exécuteur, le croyant mort, avait coupé la corde ; mais le supplicié, qui était tombé sur un tas de pierres au pied du gibet, ne tarda pas à donner des signes de vie. On lui porta secours et il reprit tout à fait connaissance.

La femme et les enfants du malheureux Seignorel coururent se jeter aux pieds de Laporte et de Malmédi (d'autres ajoutent : et du père Golenvaux qui, absent de Muno pendant la première exécution, était de retour au prieuré). Ils demandaient, en suppliant, la grâce du condamné, sauvé comme par miracle. Leur prière fut impitoyablement repoussée. Malmédi fit prendre les armes à la garde bourgeoise et donna l'ordre au bourreau de parfaire son office en *billonnant* ⁽¹⁾ Seignorel. Comme le bourreau faisait quelque difficulté, le procureur le menaça de le fusiller sur-le-champ, s'il n'obéissait. Plusieurs narra-

(1) *Billonner* un supplicié. Nous n'avons trouvé ce mot dans aucun glossaire, pas même dans celui de dom François, imprimé à Bouillon. On le rencontre employé dans des sentences criminelles du siècle dernier, rendues à Namur, et que M. J. Borgnet a eu la complaisance de nous communiquer : « résolu qu'il sera *billonné* et « qu'après qu'il sera rompu on lui donnera autant de coups de grâce qu'il sera nécessaire pour que la mort s'en suive le plutôt possible. » Ici, le mot *billonné* semble être une forme corrompue du mot *baillonné*. On comprend, en effet, l'utilité d'un baillon quand il s'agit de rouer ; mais, pour empêcher un pendu de crier, la corde suffit. Au reste, voici les termes mêmes de l'arrêt de Bouillon..... « et ayant fait « quelque difficulté, il (le bourreau) auroit été contraint, sur la menace que lui auroit « faite ledit de la Porte de le faire fusiller, de *billonner* ledit Philippe Signorel. » Ne paraît-il pas que *billonner* veut dire, ici, achever le supplice du condamné, soit en l'étranglant, soit en le pendant de nouveau, d'autant plus que la phrase s'arrête comme finie et qu'il n'est plus question d'autre supplice ? M. Th. Louïse, dans un livre récemment publié sur *la sorcellerie et la justice criminelle à Valenciennes*, rapporte deux sentences, de 1663, contre des sorcières, dans lesquelles on lit : *et illec estre estranglée et BILLOIGNÉE, et à l'instant brûlée*. L'auteur voit également dans le mot *billoignée* une forme locale du mot *baillonnée*. Mais M. Ed. Le Héricher, qui rend compte de cet ouvrage, dans le *Bulletin du Bouquiniste*, n° 408, ne veut pas admettre cette explication. « On ne baillonne pas les gens, dit-il, après les avoir « étranglés : ce mot veut dire, *sans doute*, mettre sur le bûcher ; *bille* signifiant, en « normand, un tronçon de bois. » Le *sans doute* est de trop ; et cette dernière interprétation semble, au contraire, la moins admissible en présence des sentences de Namur et de Muno, où, certes, il n'est pas question de bûcher. *Fiat lux* ! Mais ne poussons pas plus loin cette discussion patibulaire déjà trop longue.

tions ajoutent que Philippe, après ce second supplice, n'était pas encore mort, mais qu'on se hâta d'en finir en l'enterrant vivant. L'arrêt de Bouillon et les dépositions des témoins ne parlent pas de cette dernière horreur ⁽¹⁾.

Les sentences contre les frères Seignorel, que la cour de Bouillon n'avait pu parvenir à se faire reproduire et qui n'ont jamais été publiées jusqu'à ce jour, ont été retrouvées dans un registre déposé aux archives communales de Muno ⁽²⁾. Il est à présumer que ce registre, enlevé par le père Golenvaux, dans la nuit du 18 au 19 mars 1734, avec le coffre déposé chez le mayeur, où étaient renfermées les pièces de procédure et les archives de la commune, a été réintégré à Muno, après la transaction survenue, en 1741, entre le recteur de Liège et les héritiers des condamnés. Comme on devait s'y attendre, les deux sentences déclarent, dans les mêmes termes, les Seignorel atteints et convaincus de cas pendables; c'est-à-dire de « violences publicqs avec
« port d'armes et éfractions; de rebellions à justice; d'avoir attenté
« plusieurs fois à la vie de ses juges; juré et blasphémé le saint nom
« de Dieu; commis plusieurs vols; et autres quas (cas) résultants des
« charges. » Le tout sans rien spécifier. Il est à regretter que les interrogatoires des accusés et les dépositions des témoins n'aient pas été également retrouvés. Mais quand on considère, d'une part, ces sentences, barbares par la forme comme par le fond, et, de l'autre, l'arrêt de la cour de Bouillon, et surtout les interrogatoires qu'elle a fait subir aux juges des Seignorel et à grand nombre d'habitants de Muno ⁽³⁾, il est impossible de ne pas voir dans cette double condam-

⁽¹⁾ On assure qu'à Muno et dans les localités voisines la tradition a conservé, jusqu'aujourd'hui, le souvenir — altéré et déjà légendaire — de l'histoire des Seignorel. Les auteurs qui ont écrit récemment sur les Ardennes n'ont pas manqué de rappeler les deux victimes de Muno. Nous citerons principalement *les Bords de la Semoy*, par Georges Podesta; *le Guide du voyageur en Ardenne*, par Ad. Borgnet; *les Ardennes*, par Victor Joly, etc., etc. Mais, tous, ils ont plutôt cherché l'effet dramatique et pittoresque du récit, que la vérité et l'exactitude historique.

⁽²⁾ Nous devons l'indication de ces curieux documents à M. le contrôleur des douanes, Barbier, et leur communication à l'obligeance inépuisable de M. Ozeray, juge de paix à Bouillon, qui a bien voulu les copier, lui-même, pour nous les transmettre.

⁽³⁾ Ces interrogatoires sont en partie reproduits dans l'imprimé intitulé : *Lettre d'un avocat de Bouillon à un avocat de Luxembourg*.

nation un de ces assassinats juridiques dont les justices féodales ne fournissent que de trop nombreux exemples. Les juges des Seignorel, interrogés sur les faits qui ont servi de base à leur arrêt, se contentent de répondre « qu'ils ne se souviennent point ; qu'en l'absence des dépositions écrites, qu'on ne pouvait reproduire, il leur était impossible de rien préciser. » Ces misérables avaient condamné à mort deux de leurs concitoyens, deux habitants de leur village, et quatre ans après, il leur était impossible de dire pourquoi ! Et, cependant, ce n'était pas l'habitude qui les avait blasés, car l'exécution des Seignorel était la première qu'on eût vue à Muno.

Que dire aussi de ces *jurispérites* (comme on les appelait), de ces magistrats français, qui assistaient Laporte à dresser d'avance des condamnations à mort, sans avoir entendu ni les accusés ni les témoins, sur les seules allégations de l'accusateur ?

Cependant, ces procédures dans lesquelles, comme dit la cour souveraine, « on avait violé toutes les règles de droit et de justice, » ne tardèrent pas à soulever une indignation générale. Les juges complaisants s'effrayèrent des conséquences de leur conduite, et, pour les rassurer, Malmédi leur donna, le 26 octobre 1730, des lettres de garantie, par lesquelles, au nom du recteur, il se portait fort et caution pour eux, leur promettant de les indemniser des confiscations, frais et amendes auxquels ils étaient exposés. Après la mort de Malmédi, arrivée dans les derniers jours de cette même année, les jésuites désavouèrent ces lettres de garantie ; mais comme ils s'étaient emparés de sa succession, il est évident qu'ils avaient dû hériter également de ses dettes ; et que si cette obligation ne devait être considérée que comme personnelle à son auteur, elle était au moins valable contre lui et ses *héritiers*.

Ce fut vers la même époque et quelques mois après l'exécution des deux frères, que les jésuites publièrent leur *Édit perpétuel* ⁽¹⁾, par

(1) 3 juillet 1730.

lequel ils établissaient un droit d'aubaine et de main-morte et plusieurs autres choses préjudiciables aux habitants. Ceux-ci s'en plaignirent par requête au duc de Bouillon et au procureur général du parlement de Metz, qu'ils croyaient intéressé dans l'affaire, à cause des redevances que Muno payait au domaine du roi, à Sedan et à Mouzon.

Le 24 octobre 1730, le procureur général de la cour souveraine de Bouillon obtint, sur sa requête, une ordonnance portant injonction à la justice de Muno de remettre, dans les trois jours, au greffe de la cour les pièces des procès faits aux frères Seignorel. Le 2 décembre, la veuve de Thomas, tant en son nom que comme mère et tutrice de Jacques, Antoine et Olivier Seignorel, tous trois soldats dans le régiment de Champagne ⁽¹⁾, et d'Anne Seignorel, fille mineure, appela en la même cour de la sentence rendue contre son mari, le 18 février précédent. Mais Malmédi avait pris ses précautions. Immédiatement après l'exécution des deux frères, il s'était emparé de toutes les pièces de la procédure et avait mis ainsi la justice de Muno dans l'impossibilité de satisfaire à la réquisition de la cour. Ces pièces, à la mort de Malmédi, furent recueillies par les jésuites ⁽²⁾.

Voulant faire diversion aux poursuites intentées à Bouillon, le recteur de Liège s'adressa d'abord au duc en lui demandant un sursis, pendant lequel il lui serait possible de réunir les pièces et documents nécessaires pour établir ses droits. Il alléguait, dans cette requête, signée Adrien Lochtenbergh et portant la date de mai 1731, que la terre de Muno, ayant été jadis contestée entre le roi catholique, duc de Luxembourg, et le prince de Liège, duc de Bouillon, ces deux puissances en avaient remis la haute juridiction, disputée, au recteur de Liège, seigneur de Muno; « qu'il lui était donc impossible de s'assu-
« jettir à l'une sans encourir l'indignation de l'autre. » A cette lettre était joint un long mémoire écrit, dans lequel, confondant la souve-

⁽¹⁾ Ils avaient été réduits, dit la requête, à se faire soldats, après la mort de leur père, n'ayant plus d'autres ressources.

⁽²⁾ Les pièces enlevées par Malmédi sont, évidemment, les interrogatoires et les dépositions qui n'ont pas été retrouvés, et qu'il ne faut pas confondre avec les registres du coffre de justice, pris par le P. Golenvaux, en mars 1734.

raineté avec la seigneurie que personne ne lui contestait, il s'efforçait de prouver que ses prédécesseurs, les prieurs de Munro, avaient joui de l'indépendance absolue depuis les temps les plus reculés. Cette requête ayant été repoussée, les jésuites de Liège suscitèrent alors le conseil de Luxembourg, qui ne laissait échapper aucune occasion de faire acte de souveraineté et de juridiction sur Munro. Ce conseil réclama, à son tour, la production des procès instruits contre les Seignorel. Il prétendait être saisi de l'affaire en vertu d'une plainte que le fils de Thomas, Antoine, enfant mineur, âgé de moins de 17 ans, qui se trouvait alors à Luxembourg, avait faite, disait-on, au procureur général. Cette plainte servit de prétexte à toutes les persécutions que le conseil fit subir aux deux familles Seignorel pour les contraindre à avoir recours à sa juridiction.

Le 2 janvier 1734, le père Golenvaux se rendit à l'assemblée des maîtres de la ville et députés de la communauté, et les somma de lui remettre leurs archives et le registre qui constatait leurs droits et les propriétés de la commune. Sur leur refus, ce petit Louis XIV se laissa emporter jusqu'à lever la canne sur eux et les menacer de violences.

« Et y ayant renvoyé encore depuis (dit l'ordonnance de la cour, en
« date du 19 janvier suivant) sçavoir le 13 du courant, leur procureur
« fiscal, nommé Laporte, qui, vers les deux à trois heures après midi,
« s'est transporté avec des gens armés au lieu où les maîtres de la ville
« et gens de la police de Munau sont accoutumés de s'assembler, chez
« le nommé Hubert Renau, pour leur faire rendre ledit registre. Ayant
« usé de beaucoup de menaces et poussé ses excès jusqu'aux mains mises
« qu'il a fait sur des gens de ladite police qu'il a fait arrêter et empoi-
« gner, par les gens armés qu'il avoit fait venir, pour les conduire en
« prisons, et qui en ont été empêchés par le peuple qui est venu à leur
« secours. Ledit Laporte ayant eu la témérité d'appeler un des prin-
« cipaux et plus notables bourgeois *en duelle* (sic); ce qui cause une si
« grande révolution dans cette pauvre communauté qui ne sçavent
« plus de quel côté donner la tête, etc. »

Pendant la guerre contre l'Autriche, qui commença en 1733 et qui finit par la Paix de Vienne en 1738, la France avait, à diverses reprises, fait occuper militairement Muno par des détachements de cavalerie de la garnison de Metz. Cette occupation d'une terre contestée ne fut pas considérée comme une infraction à la neutralité stipulée pour les provinces des Pays-Bas ; mais on comprend qu'elle dut servir puissamment les intérêts du duc de Bouillon et rétablir, de fait, la juridiction de sa cour souveraine. Le père Golenvaux avait mal choisi son temps pour risquer de nouvelles incartades.

Sept jours après le coup d'État du procureur Laporte, le 20 janvier, M. de Bracquerville, gouverneur des ville et duché de Bouillon, se transporta à Muno, à la tête des gardes de Son Altesse. Il était accompagné de M. Le Ruth, président de la cour souveraine et commissaire député, de M. Thibault, procureur général, de M. Spontin, greffier en chef, et des huissiers Plantier et Quetier. Leur mission était de procéder à l'information des violences et voies de fait commises par le père Golenvaux et son procureur fiscal pour s'emparer du registre contenant les règlements de la commune de Muno. A la suite de l'enquête, la cour rendit une ordonnance qui donnait au père Golenvaux un ajournement à comparoir en personne dans les trois jours (ce qu'il se garda bien de faire), et décrétait de prise de corps le procureur Laporte et le maire, Olivier Hubert, qui ne se laissèrent pas prendre.

Le 13 mars 1734, la cour souveraine fit publier une ordonnance de monseigneur le duc de Bouillon, en date du 17 février précédent, qui « cassait et annulait la *prétendue coutume*, l'*édit perpétuel* et toutes « autres *ordonnances* et *règlements* qui pourraient être émanés du « recteur des jésuites de Liège. »

Voulant riposter à cette déclaration de guerre par un coup d'audace, le père Golenvaux, dans la nuit du 18 au 19 du même mois, réussit enfin à enlever le *coffre de justice*, dans lequel il avait fait déposer aussi les archives de la commune, et le fit mettre en lieu de sûreté, hors du territoire de Muno.

Le 6 juillet suivant, le conseil de Luxembourg répondit à l'ordonnance du duc, en déclarant que l'acte du 17 février était attentatoire aux droits et prérogatives souveraines de Sa Majesté Impériale, et émané d'une personne dénuée d'autorité ; et en défendant, tant au père recteur de la compagnie de Jésus qu'à ceux de la justice et aux

habitants de Muno, d'y déférer, ni de reconnaître autre souverain que Sa Majesté Impériale et Catholique, à peine d'être appréhendé au corps, etc., etc.

Il faut convenir que les malheureux habitants de Muno devaient se trouver dans une position fort embarrassante, entre trois maîtres qui se disputaient la souveraineté de leur pauvre commune, et qui les sommaient alternativement de reconnaître leur autorité, toujours à peine d'emprisonnement, de confiscation, voire même de pendaison.

Dans l'impossibilité de se faire représenter les pièces de la procédure à charge des deux Seignorel, que les jésuites avaient enlevées, la cour instruisit la cause à nouveau, en faisant entendre un grand nombre de témoins, tant de Muno que des localités voisines, et prenant toutes les précautions possibles pour découvrir la vérité. Par une requête d'intervention, en date du 19 juin 1734, Poncette Alexandre, veuve de Philippe Seignorel, demanda à être reçue appelante de la sentence du 25 février 1730. Le 23 juin et le 1^{er} juillet suivant, les juges des Seignorel assignèrent en garantie et en vertu du billet souscrit par Malmédi, le recteur des jésuites de Liège qui, le 17 du même mois de juillet, répondit à leur demande en refusant de reconnaître la validité de l'obligation souscrite par son lieutenant-seigneur et en déclinant la compétence de la cour de Bouillon.

L'arrêt de la cour souveraine fut rendu le 6 septembre. Il déclare d'abord « la contumace bien instruite contre le recteur de Liège et
« Jean-Baptiste la Porte et, en adjugeant le profit d'icelle, et pour les
« cas résultants du procès instruit tant contre eux que contre Olivier
« Hubert, mayeur, Hubert Renaud, lieutenant-mayeur, Jean Fran-
« çois Ledan, Antoine Broximar et Jean Protin, échevins de la justice
« de Munau, Henry Colson et Jean Pierre, juges assumés, et faisant
« droit sur les demandes, interventions et appellations de Marie
« Thillieux, veuve de Thomas Signorel, et de Poncette Alexandre,
« veuve de Philippe, dit qu'il a été mal, nullement, irrégulièrement
« et incompétamment et par attentat instruit à la requête du dit la
« Porte, et jugé par les sentences de la justice de Munau, des 17 et
« 25 février 1730. En conséquence, casse, annule et supprime les
« dites procédures et sentences; ordonne qu'elles seront rapportées
« pour être brûlées par l'un des huissiers de la cour; rétablit la
« mémoire de Thomas et Philippe Signorel; condamne le recteur

« et Jean-Baptiste de la Porte solidairement à rendre et restituer
« aux dites veuves le prix des effets mobiliers enlevés et vendus, à
« l'effet de quoi ils sont chargés de représenter dans trois jours les
« procès-verbaux de saisie et de vente, sinon de payer solidaire-
« ment à chacune des dites veuves, la somme de quinze cents livres ;
« condamne le recteur à se désister de la possession des immeubles
« dont il pourroit s'être emparé en vertu des dites sentences, et aux
« dommages et intérêts à donner par déclaration et aux dépens à cet
« égard. »

Jean Baptiste de Laporte, Olivier Hubert, Hubert Renaud et Antoine Broximar sont ensuite solidairement condamnés, et par corps, à quatre mille livres de réparation et intérêts civils envers chacune des dites veuves, partageables entre elles et leurs enfants ; et par les mêmes voies « à fournir une somme de 120 livres pour fonder, à perpétuité, dans l'église paroissiale de Munau, deux messes hautes pour être célébrées dans le courant du mois de février de chacune année, pour le repos des âmes des dits Signorel, et annoncées au prône, le dimanche précédent. »

Ce même arrêt condamne ensuite de Laporte à un bannissement perpétuel ; les officiers de justice sont déclarés incapables de posséder aucune charge tant de justice que de police, et condamnés à des amendes ; la contumace contre le Père Golenvaux est déclarée bien instruite, il est condamné par corps à la représentation du coffre de justice qu'il avait fait enlever pendant la nuit ; et, faisant droit sur la demande en recours des gens de justice, le recteur du collège de Liège est condamné, en sa qualité de prieur de Muno, « de les acquitter et indemniser des condamnations pécuniaires contre eux prononcées. »

Le recteur de Liège, alors le R. P. de Wallers, qui s'était laissé condamner par contumace, se hâta de protester contre l'arrêt de la cour de Bouillon, au moyen d'un acte passé par-devant M^e Henri Matthieu Firquet « notaire publicq, apostolique et impérial à Liège ; » acte qu'il envoya, dit-il, par la poste, à la cour et au procureur général, « comme personne ne s'est voulu charger d'insinuer la présente protestation à Bouillon. »

Le R. P. de Wallers avait précédemment répondu par des actes semblables, mis à la poste, le 26 mars et le 6 juillet 1734, aux

citations et autres pièces de procédure qui lui avaient été signifiées.

Voyant que, malgré leurs protestations, ils ne pourraient s'opposer, seuls, à l'exécution de l'arrêt du 4 septembre, les jésuites de Liège abandonnèrent, encore une fois, sauf à y revenir ensuite, leurs prétentions d'indépendance absolue. Le recteur se rendit à Paris, et, après quelques conférences à l'hôtel de Bouillon, il reconnut les droits du duc sur Muno, et promit de se transporter incessamment à Bouillon, pour y faire l'hommage féodal, comme les jésuites l'avaient fait le 13 juillet 1578. Arrivé à Muno, il y reçut un ordre de son provincial qui le mandait près de lui. Il n'était plus question de se soumettre au duc. C'était vers la cour de Bruxelles qu'on se tournait alors.

Les jésuites, acceptant la souveraineté de l'empereur ⁽¹⁾, réclamèrent l'intervention du conseil de Luxembourg qui se porta, en leur faveur, aux derniers excès.

Un décret de ce conseil, rendu sur requête, le 26 février 1735, cassa et annula celui de Bouillon, comme émanant d'un tribunal incompétent. Les habitants de Muno furent soumis à des exécutions militaires; un bureau des droits d'entrée fut, de nouveau, établi à Muno, et les deux malheureuses veuves et leurs enfants, vivement poursuivis pour s'être pourvus par-devant la justice de Bouillon ⁽²⁾. Le duc de Bouillon, lui-même, un prince souverain, était condamné à des amendes et à des dommages et intérêts ⁽³⁾. Ces procédures illégales et inouïes contre un prince étranger, provoquèrent, encore une fois, l'intervention de la France qui les fit cesser.

Le 4 mai, la cour de Bouillon répondit au conseil de Luxembourg par un arrêt, longuement motivé, qui cassait et annulait, à son tour, le décret du 26 février.

Quant aux héritiers ⁽⁴⁾ Seignorel, dans l'impossibilité où ils étaient de faire exécuter à Muno l'arrêt de la cour, ils s'adressèrent au parle-

⁽¹⁾ Déclaration du 29 janvier 1735.

⁽²⁾ Le 15 mai 1736, saisie de la maison et des meubles d'Antoine Seignorel, fugitif, en vertu d'un décret de prise de corps, rendu par le conseil de Luxembourg.

⁽³⁾ Sentences du 6 et du 13 mai 1735.

⁽⁴⁾ La veuve de Thomas, Marie Thillieux, était morte en 1735.

ment de Metz qui les autorisa à saisir quelques dîmes qui appartenait aux jésuites dans la principauté de Carignan. Ceux-ci ayant formé opposition au *pareatis*, le parlement, par arrêt du 5 septembre 1737, débouta les jésuites de leur opposition et fit défense aux habitants de Muno de reconnaître la juridiction de Luxembourg et d'obtempérer à ses arrêts. Le jugement fut suivi de l'enlèvement des commis établis à Muno pour la perception des droits. Ces pauvres diables qui n'en pouvaient mais, furent conduits dans les prisons de Metz.

Fort de l'appui de la France, le gouvernement de Bouillon somma le recteur de Liège de rendre hommage au duc, et, sur son refus, saisit féodalement la terre de Muno, le 20 décembre 1737.

Les jésuites, alors, ayant en vain sollicité l'intervention de la cour de Bruxelles, prirent la résolution de se mettre sous la protection de la France. C'était créer un nouveau compétiteur à cette souveraineté de Muno déjà si contestée. Sans compter l'abbaye de Saint-Vannes qui réclamait toujours, non la souveraineté mais le domaine même du prieuré, ces compétiteurs étaient alors au nombre de cinq. Le duc de Bouillon de la Tour d'Auvergne; l'évêque de Liège, duc prétendant de Bouillon; les jésuites; l'empereur, duc de Luxembourg, et enfin le roi de France. Il est à remarquer toutefois que ce dernier ne paraît pas avoir pris fort au sérieux le cadeau que lui faisaient les RR. PP.; car la possession *de facto* de la souveraineté de Muno semble, à partir de cette époque, être restée au gouvernement de Luxembourg.

En 1741, le 25 septembre, le duc adressait, de Paris, une missive à ses officiers à Bouillon, dans laquelle il leur rappelait « qu'il avait
« donné des ordres, en l'année 1738, de surceoir les poursuites contre
« les jésuites de Muneau, parce que, dans ce temps-là, la cour, de concert avec les ministres du feu Empereur, avait donné des ordres
« pour régler les limites des lieux limitrophes du duché de Luxembourg : les jésuites ayant fait entendre que l'Empereur prétendait
« avoir la souveraineté sur Muneau et regardait ce territoire comme
« une dépendance du duché de Luxembourg, quoique cette prétention n'ait aucun fondement, je ne crus pas convenable, disait-il, de
« faire continuer, dans le temps des conférences, les poursuites commencées et dont la continuation pouvoit apporter quelque trouble

« au règlement des limites ; mais, comme il n'en est plus question,
« depuis longtemps, et que le motif qui a fait surceoir sur les pour-
« suites commencées, n'a plus lieu, vous pouvez, M., permettre et
« autoriser les poursuites que les veuves Signorel et les officiers de
« justice de Muneau ont commencées ou feront contre les jésuites en
« la cour souveraine de Bouillon, en exécution de l'arrêt qu'elle a
« rendu, en l'année 1734, contre les jésuites et officiers de justice de
« Muneau.

« Vous devez aussi reprendre les poursuites commencées contre les
« jésuites pour leur faire rendre hommage de la seigneurie de Muneau,
« et pour rétablir mon autorité dans cette dépendance du duché de
« Bouillon.

« Vous aurez attention sur ce qui se passera à St-Hubert au sujet
« du chemin-neuf. Si les moines de St-Hubert faisoient apposer leurs
« armes, avec l'épée en sautoir, ou autres marques d'indépendance,
« sur les poteaux qui y seront placés pour l'indication du chemin-neuf,
« vous aurez soin de m'en instruire, et vous me donnerez votre avis
« sur ce qu'il convient de faire, pour ne pas souffrir cette entreprise,
« ou pour empêcher qu'elle ne puisse (*sic*) m'estre opposée par la
« suite, etc. »

Le 9 mai 1742, le duc fit une nouvelle tentative de restauration à Muno, au moyen d'une déclaration ou d'un décret qu'il rendit à ce sujet et qu'il fit publier par la cour souveraine le 3 juillet suivant. Ce décret est fort curieux, en ce qu'il rappelle et énumère toutes les usurpations des jésuites à Muno et les changements qu'ils avaient introduits dans la législation du pays. Parmi les méfaits que leur reproche le duc, en notre qualité de numismate, nous avons remarqué : *le cours forcé d'une monnaie étrangère* (la monnaie de Luxembourg ?) ; cours qui avait pour but d'augmenter encore les droits considérables qu'ils levoient sur les habitants. On y voit aussi que le taux des rentes, réduit à Bouillon, en 1722, avait été maintenu à Muno ; que les jésuites avaient préféré conserver tous les anciens abus de la procédure et de l'administration de la justice que de se conformer à la réforme décrétée par le père du duc, au mois de mai 1725, etc., etc.

La malheureuse affaire des Signorel fut, enfin, terminée le 18 octobre 1744, au moyen d'une transaction faite entre le R. P. François de Beeckman, alors recteur à Liège, et les héritiers des deux victimes.

Il leur fut payé, pour toutes prétentions, la somme de 2,750 livres. La transaction porte que le recteur « a bien voulu compter cette somme pour rétablir l'union et la paix dans la seigneurie de Muno, sans aucune obligation de sa part, et sans qu'il reconnaisse la juridiction de la cour de Bouillon ⁽¹⁾. »

Le 9 décembre 1731, Pierre d'Ursen, qui était alors recteur des jésuites de Liège, essaya, une dernière fois, de reconquérir sa *souveraineté*.

Il écrivit à Son Excellence le ministre plénipotentiaire, à Bruxelles, pour l'informer « que le duc de Bouillon semblait, de nouveau, vouloir faire valoir ses prétentions sur la terre de Muno, qui est, disait-il, une *terre neutre*, payant seulement une redevance pour protection à Sa Majesté Impériale, à la France et au duc de Bouillon. Le ministre lui répondit, le 15, en lui demandant de préciser en quoi consistaient les entreprises du duc. Il lui faisait surtout remarquer que les prétentions des jésuites à la souveraineté et à la neutralité avaient été formellement abandonnées par eux, en 1735, dans un acte signé par le recteur et le père provincial.

Le recteur d'Ursen lui écrivit, le 18, *qu'il ignorait l'existence de l'acte de 1735*. Qu'au surplus il sait qu'un acte du même genre a été donné au cabinet de Versailles. Il ajoutait qu'il ne pourrait se dispenser d'en donner de semblables à toutes les puissances qui lui en

(1) Une note de l'huissier Plantier, et signée de lui, donne le détail des sommes qu'il remit à Antoine Seignorel, en 1734 et 1735, à l'acquit d'Olivier Hubert, de Hubert Renaud et d'Antoine Broximar, ainsi que des deniers provenant de la vente faite, par suite de saisies sur le père Recteur, à la requête des veuves Seignorel. Le total de ces sommes monte à 4,692 livres, 5 sols. Le 30 novembre 1737, le duc autorisa le procureur général Thibault à faire délivrer aux veuves Seignorel les deniers provenant de la vente qu'elles avaient fait faire des effets appartenant aux jésuites de Muno et des sommes saisies sur eux, en vertu de l'arrêt de la cour du 6 septembre 1734. Nous ignorons le montant de ces sommes.

feraient la demande, jusqu'à ce qu'un arrangement entre la France et les Pays-Bas eût décidé la question.

Reconnaître la souveraineté de tout le monde, c'était, en effet, ne se soumettre à celle de personne. Mais le gouvernement autrichien, d'alors, n'était plus disposé à se laisser prendre dans un pareil piège. La correspondance du père recteur demeura sans résultat.

Les jésuites avaient été forcés d'abdiquer leurs prétentions souveraines ; bientôt après, leur prieuré de Muno leur fut même contesté. L'abbaye de Saint-Vannes avait fait faire, à Rome, des recherches pour découvrir cette bulle de Grégoire XIII, sur laquelle les jésuites de Liège fondaient leurs droits, mais qu'ils n'avaient jamais produite. Le résultat de ces recherches fut une attestation du chancelier garde registres des Lettres Apostoliques, en date du 5 octobre 1768, par laquelle il déclare qu'après avoir compulsé, recherché et examiné avec tout le soin et la diligence possible, les livres du registre des bulles expédiées sous le pontificat de Grégoire XIII, à commencer au 13 mai 1572, jour de son élection, jusqu'au 10 avril 1582, qui est celui de sa mort, à l'effet de trouver la *bulle d'union* du prieuré de Muno au collège de Liège, elle ne s'y trouve aucunement enregistrée ⁽¹⁾.

(1) De ce que la bulle de Grégoire XIII ne se trouve pas mentionnée dans les registres de la chancellerie, on aurait tort de conclure qu'elle n'a pas existé. Il est possible que des actes de cette nature, qui n'avaient qu'un intérêt particulier, s'expédiaient en brevet aux personnes qu'ils concernaient. C'est ainsi que de nos jours, encore, certains arrêtés royaux ne sont pas insérés au *Moniteur* ; la collation de titres de noblesse, par exemple. On sait que la supposition ou la falsification d'une bulle est une chose qui a pu arriver, parfois. Mais cette *supercherie littéraire* est, en réalité, un fait assez grave pour qu'il ne soit pas permis d'en accuser quelqu'un sans preuve. Il est beaucoup plus rationnel de croire que si les jésuites n'ont pas exhibé leur bulle, c'est qu'elle contenait des conditions qu'ils n'avaient pas remplies et auxquelles ils voulaient se soustraire. Dans un registre qui fait partie de notre bibliothèque et qui concerne les contestations entre les habitants de Muno et le recteur de Liège, se trouve une pièce en latin intitulée : *Pro resolutione quæstionis*

Dom Jean François ⁽¹⁾, bénédictin de la congrégation de Saint-Vannes, fut alors pourvu du prieuré de Muno, par une bulle du souverain pontife, fulminée par l'official de Trèves. Il fit en vain des démarches auprès du gouvernement de Bruxelles, pour être envoyé en possession. Dans le mémoire imprimé qu'il publia à cette fin, il faisait valoir, entre autres choses, les dévastations et les dégradations que les jésuites avaient commises dans la propriété. « Il est de notoriété
« publique, disait-il, et d'ailleurs connu par pièces authentiques, qu'ils
« ont supprimé le titre (de l'église) qui est de Saint Barthélemy, et
« qu'à la place et dans les murs mêmes de la belle et ancienne église
« sous l'invocation de ce saint, ils ont construit salle, cuisine et autres
« appartements et se sont contentés de destiner une chambre à servir
« de chapelle, où se voit gravé, sur le tableau de saint Ignace, le
« fameux emblème de la société : A. M. D. G. »

Le fait que dom François reproche ici aux jésuites n'était, en définitive, qu'une chose fort naturelle. Il est évident que l'évêque de Liège, duc de Bouillon, en les mettant en possession du prieuré, avec ou sans bulle de Grégoire XIII, en avait changé la destination. L'établissement religieux devenait un établissement productif, une exploitation rurale, dont les revenus devaient servir à alimenter le collège de Liège. On avait donc approprié les bâtiments à leur nouvel usage et rien de plus.

jurisdictionis prioratus de Muno. Il résulte de cette pièce, que Grégoire XIII a donné deux bulles relatives à l'union de Muno au collège de Liège, l'une de 1574, et l'autre de 1575. Ces bulles étaient restées entre les mains du conseiller de Fumay (*apud quemdam de Fumaco consiliarium latuerant*) ; à sa mort, elles furent déposées aux archives du conseil, avec d'autres documents concernant Muno. Le chapitre de Liège prétendait qu'il résultait de ces bulles que l'union du prieuré au collège des jésuites n'avait été que partielle ; que les bois avaient été affectés par le pape à la *mensa épiscopale* ; et que, par conséquent, Gérard de Groisbeck n'avait pas pu aliéner ni donner des propriétés dont il n'était qu'usufruitier, etc.

(¹) Né à Acremont (aujourd'hui hameau de la commune de Jéhonville, canton de Paliseul), dans le duché de Bouillon, le 26 janvier 1726, mort le 22 avril 1794. Il est l'auteur du *Dictionnaire roman, wallon, celtique et tudesque. Bouillon*, 1777, in-4° ; de la *Bibliothèque générale des écrivains de l'ordre de Saint-Benoit*, 4 vol. in-4° ; et, avec dom Tabouillot, d'une *Histoire de Metz* en 4 vol. in-4° ; enfin du *Vocabulaire austrasien. Metz*, 1773, in-8°.

Lors de la reprise des négociations tant de fois interrompues entre la France et les Pays-Bas, pour le règlement des limites, le duc de Bouillon se présenta, comme il l'avait fait dans toutes les occasions semblables, et réclama la protection de la France contre les démembrements que son duché avait soufferts de la part du Luxembourg. Par l'art. 30 du traité du 16 mai 1769, la France abandonnait au gouvernement des Pays-Bas, ses prétentions sur Muno; mais, dans une déclaration en date du même jour et annexée au traité, le roi promettait d'intervenir par ses bons offices dans l'arrangement amiable que le duc de Bouillon désirait de faire avec la cour de Vienne pour le règlement des frontières du duché.

Une longue suite de négociations s'ouvrit alors entre le duc et le gouvernement de Bruxelles. Celui-ci parut d'abord assez disposé à restituer Muno, en échange de quoi le duc offrait d'abandonner ses réclamations sur Saint-Hubert, Bertrix, etc. Mais bientôt la suppression de la société de Jésus fit changer ces bonnes dispositions. Le gouvernement avait confisqué les biens de l'ordre, et ce n'était plus un stérile droit de haute souveraineté qu'il fallait abandonner, c'était une propriété territoriale considérable.

Malgré les protestations du duc, la vente de Muno fut annoncée pour le 20 août 1782. Mais le prix offert de 330,000 livres, porté au procès-verbal d'adjudication, n'ayant pas paru suffisant, la vente ne fut pas ratifiée⁽¹⁾. Le duc profita de ce sursis pour faire de nouvelles et inutiles démarches, tant à Bruxelles qu'à la cour de Versailles.

Ici s'arrêtent les documents que M. Ozeray a bien voulu mettre à notre disposition, avec une obligeance extrême et dont nous ne saurions assez le remercier.

Les archives de l'État, à Bruxelles et à Arlon, ne contiennent rien,

(1) Elle ne l'était, du moins, pas en mai 1783.

à ce qu'il paraît, concernant la vente du prieuré et de ses vastes domaines. On s'est, en vain, adressé à l'administration communale de Muno pour savoir quand? en faveur de qui? et à quel prix? cette aliénation avait eu lieu. Ces questions, si faciles à résoudre pour une administration locale, sont restées sans réponse.

Tous ceux qui s'occupent d'investigations de ce genre ont pu remarquer que c'est, toujours, sur les époques récentes que l'on obtient des renseignements avec le plus de difficulté. Mais, aussi, comment persuader à des hommes d'affaires, à des *gens positifs* que de semblables questions n'ont d'autre motif qu'une curiosité désintéressée; qu'il n'y a pas, là-dessous, quelque procès en herbe? Je gage qu'on s'imagine, à Muno, que je ne suis rien moins qu'un jésuite déguisé qui vient revendiquer la seigneurie et tracasser les propriétaires actuels — gens honorables et électeurs — dans leur possession paisible.



OUVRAGES ET DOCUMENTS CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DE LA
NOTICE SUR MUNO.

- 31 mai 1615. — Instructions et documens servans à l'esclaircissement des droitz de S. Altesse et son chapitre de Liège. Ensemble des privilèges et libertez appartenantes aux communautéz de Munno et Bouillon et S-ries, juridictions, boys et forestz de Munno. (Volume manuscrit contenant 112 feuillets.)
- 17 et 25 février 1730. — Sentences rendues contre Thomas et Philippe Seignorel.
- 19 août 1730. — Avis d'avocats sur l'opposition formée par les habitants de Munno contre l'édit publié de la part des jésuites.
- 4 octobre 1730. — Arrêt de la cour souveraine de Bouillon, ordonnant à la justice de Munno de remettre, dans les trois jours, au greffe de cour, les procès des Seignorel.
- 26 octobre 1730. Garantie donnée par Malmédi aux juges des Seignorel.
- 2 décembre 1730. — Requête de la veuve Thomas Seignorel, à la cour souveraine de Bouillon.
- 6 décembre 1730. — Appel de la veuve de Thomas Seignorel, signifié au sieur Malmédi et autres.
- Mai 1731. — Requête, avec un long mémoire y annexé, présentée par le recteur des jésuites de Liège, à Son Altesse Sérénissime le duc de Bouillon. — Réponse de la cour aux faits allégués dans le mémoire.
- Janvier 1734. — Pièces relatives à l'enlèvement des registres de la commune de Munno, par le R. P. Golenvaux. Enquête ouverte à ce sujet.
- 17 février 1734. — Ordonnance du duc de Bouillon relative à ses droits sur Munno.
- 26 mars 1734. — Protestation du R. P. de Wallers, recteur de Liège, contre la citation à lui faite de comparoir par-devant la cour de Bouillon.
- 28 juin 1734. — Protestation du même, contre tout ce qui pourrait être fait de contraire à ses droits.
- 28 juin 1734. — Protestation du même, contre une ordonnance de la cour, en date du 25 mai précédent.

6 juillet 1754. — Arrêt du conseil de Luxembourg qui casse et annule la déclaration du duc de Bouillon, du 17 février précédent.

17 juillet 1754. — Le R. P. de Wallers fait signifier aux gens de la justice de Muno qu'il désavoue l'obligation souscrite par son lieutenant Malmédi.

20 septembre 1754. — Protestation du R. P. de Wallers contre l'arrêt rendu à sa charge et à celle des gens de la justice de Muno, en date du 6 septembre.

6 septembre 1754. — Arrêt de la cour souveraine de Bouillon (grande affiche imprimée à deux colonnes.)

27 septembre 1754. — Arrêt de la cour qui casse un décret du conseil provincial de Luxembourg et fait défense de reconnaître, à Muno, d'autre souverain que S. A. S.

29 janvier 1755. — Acte par lequel les jésuites reconnaissent la souveraineté de l'empereur, duc de Luxembourg.

4 mai 1755. — Arrêt de la cour souveraine de Bouillon qui casse et supprime le décret du conseil de Luxembourg, en date du 26 février précédent.

..... 1755. — Note des sommes payées aux héritiers Seignorel par l'huissier Plantier.

15 mai 1756. — Saisie, pratiquée en vertu d'un arrêt du conseil de Luxembourg, des biens et effets appartenant à Antoine Seignorel, fugitif.

7 août 1756. — Arrêt du parlement de Metz qui admet l'opposition des jésuites aux saisies pratiquées contre eux par les héritiers Seignorel.

5 septembre 1757. — Arrêt du même parlement qui rapporte son arrêt précédent *surpris de la religion de la cour* (sic), imprimé à Metz chez François Antoine, imprimeur du roi, 3 pages in 4°.

50 novembre 1757. — Lettre missive du duc Charles Godefroid au procureur général, pour l'autoriser à faire délivrer aux veuves Seignorel, les deniers provenant de la vente qu'elles ont fait faire des effets appartenant aux jésuites de Muno. (Original signé.)

20 décembre 1757. — Pièces relatives à la saisie féodale de Muno, faite en vertu de l'arrêt du 5 novembre 1757. — Opposition du R. P. Georges Dechamps, recteur de Liège, etc. (Une liasse.)

Décembre 1757. — Requête originale du R. P. Dechamps, à la cour sou-

veraine de Bouillon, demandant un sursis à la saisie, pour avoir le temps de réunir les preuves que Muno ne relève pas de Bouillon.

25 septembre 1741. — Lettre missive du duc de Bouillon permettant de continuer les poursuites contre les jésuites.

18 octobre 1741. — Transaction intervenue entre les jésuites et les héritiers Seignorel.

9 mai 1742. — Décret du duc de Bouillon contre l'usurpation des jésuites à Muno.

16 juin 1760. — Observations remises à M. le chevalier de Botteville au sujet des négociations entre la France et les Pays-Bas, pour le règlement des limites.

1 juillet 1760. — Mémoire remis à M. le chevalier de Beauteville (*sic*), au sujet des mêmes négociations.

16 mai 1769. — Déclaration du comte de Mercy-Argenteau, annexée au traité du 16 mai 1769, relative à Muno.

..... 1782. — Mémoire d'accompagnement, lors de la remise, en 1782, des mémoires et pièces relatives à la négociation....., et spécialement à la restitution de Muno. (Signé Linotte.)

Février 1783. — Note du prince de Starhemberg, concernant la souveraineté de Muno.

3 mai 1783. — Mémoire concernant la négociation reprise à Bruxelles en 1782, faisant suite à celle commencée à Paris, en 1769.... pour le règlement des limites et spécialement pour la restitution de la terre de Muno. (Par M. Linotte, procureur général de S. A. S.)

Mémoire pour Poncette Alexandre, veuve de Philippe Signorel, demeurant à Watrinsart, dépendance de Muneau, défenderesse, contre le recteur du collège de jésuites de la ville de Liège, opposant. A Metz, de l'imprimerie de Jean Antoine, 1757. Petit in-fol., 31 pages.

Mémoire et inventaire de pièces pour justifier les droits de souveraineté, de justice et de mouvance qui appartiennent au duc de Bouillon sur le prieuré, terre et seigneurie de Muneau, de l'imprimerie de la veuve André Knapen, au milieu du pont Saint-Michel. (Paris) 1758. Grand in-fol., 22 pages.

Lettre d'un avocat de Bouillon à un avocat de Luxembourg. (Sans lieu ni date.) Petit in-fol., 34 pages.

Mémoire historique et canonique pour dom Jean François, bénédictin, de la congrégation de Saint-Vanne, nommée aussi la congrégation de Lorraine; membre de l'académie royale des sciences et des arts de Metz, etc., pourvu du prieuré de Munols ou Muneau; contre les jésuites de Liège, détenteurs de ce prieuré. (Sans lieu ni date.) In-4°, 44 pages.

Procès contre les jésuites pour servir de suite aux causes célèbres (par Nicolas Jouin). A Brest, MDCCL. Petit in-8° de xiv et 211 pages.

Cruauté inouïe commise en la ville de Munau, par les RR. PP. Jésuites de Liège, avec l'arrest rendu contre eux à ce sujet par la cour souveraine de Bouillon. *Occidisti insuper et possedisti*. Vous l'avez fait mourir (Naboth) et vous vous êtes emparé de sa vigne. Livre 3 des Rois, C. 21, v. 19. En France, 1736.

Ces deux derniers ouvrages sont empreints d'une exagération déclamatoire qui ôte beaucoup d'autorité à leur témoignage. Nous n'avons rien voulu leur emprunter.

Recueil de lettres originales relatives à la terre et seigneurie de Muno, possédée par les jésuites de Liège, 1619-1631. Vol. in-fol. manuscrit (Archives de l'État, à Bruxelles, n° 209.)

Liure au quel sont contenues les ordonnances de la seigneurie de Musno, tant nouvelles qu'anciennes, selon le temps qu'elles ont esté reconuertes; auquel aussi sont contenues les patentes données par les seigneurs aux officiers de la justice et seigneurie de Musno. Manuscrit in-4°.

C'est un recueil des ordonnances rendues par le recteur des jésuites de Liège, depuis 1602 jusqu'en 1646.

Ordonnances anciennes de la seigneurie de Muno, selon qu'elles ont esté...
Registre d'environ 130 pages, aux archives de la commune de Muno.

Ce registre commence au 4^{er} juillet 1602 et finit, pour une première partie, le 20 juillet 1649. Il se termine au 12 mai 1702. C'est, paraît-il, une copie plus complète du manuscrit précédent. La *coutume* de 1698 ne s'y trouve pas.

(Note de M. Ozeray.)

Registre contenant les institutions et loix fondamentales de Muno, tant anciennes que nouvelles (1686.)

(Archives de Muno).

La première pièce transcrite est le *record* (de 1605) concernant la souveraineté de Muno, sa neutralité, etc.; les autres pièces sont d'un intérêt moindre. On trouve, sur la première page de ce registre, qu'il a été donné, en 1686 et en blanc, par le procureur de la compagnie de Jésus de Liège, le père Collens, pour l'usage de la communauté de Muno. Il ne contient pas non plus la *coutume locale*.

(Note de M. Ozeray.)

Registre des sentences commencé, en 1725.

(Archives de Muno.)

C'est dans ce registre que M. Ozeray a copié, pour nous, les sentences originales des Seignorel.

Une liasse intitulée : 3 pièces concernant le coffre de la commune qui fut enlevé en 1754.

(Archives de Muno.)

Nous regrettons de n'avoir pu nous procurer les pièces suivantes :

1° *Lettre à un avocat de Paris, par un avocat de Luxembourg.*

Cette lettre est une réfutation de l'écrit intitulé : *Cruauté inouïe*, et un plaidoyer en faveur de la souveraineté du recteur de Liège. Elle est citée et réfutée à son tour dans la *Lettre d'un avocat de Bouillon à un avocat de Luxembourg*. Une cause aussi embrouillée ne pouvait manquer d'avocats.

2° *Coutumes locales du ban et seigneurie de Muno, 5 avril 1698.*

Ces coutumes, sur lesquelles nous appelons l'attention de la Commission royale pour la publication des anciennes lois, ont-elles été imprimées? La chose est possible, elle est même probable, et l'ordonnance du duc, en date du 17 février 1734, qui les qualifie : *un écrit*, ne prouve pas qu'elles soient restées manuscrites ⁽¹⁾. Elles doivent former un volume assez fourni, puisque l'on trouve cités des articles du chap. XXII. On sait aussi qu'elles sont copiées, en grande partie, sur les coutumes de Bouillon. Les passages les plus curieux, au point de vue des prétentions des jésuites de Liège, ont été conservés.

3° *Règlement en forme d'édit perpétuel, du 3 juillet 1750.*

L'*avis d'avocats*, du 19 août 1730, nous fait connaître les articles les plus intéressants de cet édit. C'était le *Couronnement de l'édifice* auquel on travaillait depuis plus d'un siècle et qui allait bientôt s'écrouler sous son propre poids. Pour y suppléer, nous donnons plus loin, l'*avis* en entier.

RENIER CHALON.

⁽¹⁾ M. Ozeray, juge de paix à Bouillon, croit se rappeler d'en avoir vu un exemplaire imprimé. M. de Chénedollé, dont la mémoire de bibliophile est si vaste et si sûre, est dans la même persuasion. Il ose, de plus, en préciser le format, le petit in-4°.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° 1.

18 février 1730.

EXTRAIT D'UN REGISTRE INTITULÉ : *Liure pour les santennces fourny par moy Anthoine Broximar, greffier de Muno, etc., commencé l'an 1725.*

Du dishuitième feuevrier (*sic*) mil sept cens et trente.

Vu par nous, maire et gens exercans la haulte justice en la terre et signorie de Muno, le procé criminellement extraordinaire faite et instruit à la req^{te} du procureur fiscal en icelle, demandeur et conplaignant contre Thomas Signorelle du dit Muno, deffendeur et acussé, prisonnier es prisons de cette signerie; informations faite contre l'acussé le sixième de se mois, les requisitions du demandeur à ce que l'information luy soit communiquée. Nostre decret communicatoire de même jours. Les conclusions du plaignant à ce que l'accussé soit pris et arrêté au corps. Decret de prise de corps par nous decerné contre l'acussé ledit jours sisième feuevrier. La capture de l'acussé du septième en suivant. Les requisitions du procureur fiscal pour faire subir l'interrogatoire à l'acussé. Nostre jugement du même jours septième portant qu'il serat interrogé sur les faits des charges résultantes de ladite informations. L'interrogatoire de l'acussé contenant ses reconnaissances, confessions et denegations des dit jours septième et huitième feuevrier. La req^{te} du procureur fiscal à se qu'il luy soit permis de faire informer par additions. Nostre decret au bas du huitième portant permissions d'informer par additions. L'informations faite en conséquences le neuvième et dixième feuevrier. Nostre ordonnances du même jour à se que les informations soient communiqué au pr fiscal; sa req^{te} à nous présenté pour visiter la prison. Nostre decret dudit jours neuvième aux fins de visiter les bris de prison. Le procé-verbal de visite faite en conséquences le même jours. Les conclusions du pr fiscal pour le récollement des témoins. Nostre jugement du dixième de ce mois, portant que les témoins seront recollez. Les recollement faite des témoins en leurs

dépositions l'onzième du dit mois, réquisitions et conclusions du p^r fiscal pour la confrontations des témoins. Nostre jugement du même jours qui ordonne qu'il serat procédé à la confrontations des témoins à l'accusé des douzième et trezième audit mois. Intérogatoire subis par l'accusé assis sur la sellette en la chambre d'odiences touchans les bris de prison, dudit jours trezième. Les réquisitions du procureur fiscal à se que toutes la procédure luy soit communiquée. Nostre ordres du même jours afin de prendre la communications de toutes la procédure. Les conclusions définitives de nostre procureur fiscal du dix sept de se mois, ensembles l'avis des jurisperittes avec toutes les autres pièces de la procédure.

Tous vœu et considérez.

Nous avons le dit Thomas Signorelle, maçons de profession, déclarez dument atteint et convaincus de violences publiqs avec port d'armes et éfractions ; des rébellions à justice, d'avoir attenté plusieurs fois à la vie de ses juges ; jurez et blasfémé le S^t nom de Dieu ; commis plusieurs vols et pour autres quas résultants de charges. Pour réparations de quoy le condamnons d'estre conduite par l'exécuteur de la haulte justices aux fourches patibulaires de cette signorie pour y estre pandu et étranglez jusqu'à se que mort sans suive. Ordonnons que son corps mort y demeurat attachez avec une chainne de fer tant qu'il subsisterat. Que tous et chaqu'un ses biens soient déclarez acquis et confisqué au seigneur de Muno. Faite à Muno le dishuite dudit mois de feuevrier mil sept cens et trente, le siège tenant extraordinairement avans midy.

(Ont signé) O. HUBERT, *mayer*,
H. RENAULD, *l^e-mair*,
ANTOINE BROXIMAR, *échévins*,
JEAN GAMBY, *assumé juge*,
HENRY COLSON, *assumé juge*,
JEAN PIERE, *assumé juge*,
OTTO DENIS, *greffier*.

Cejourd'hui dishuitième feuevrier mil sept cens et trante, le jugement cy-dessus a été prononcé par l'un des messieurs les échevins en la haute justice de la terre et signorie de Muno audevans de la maison Signorelle dudit lieu, suivant et au désir de l'article trente et un du chapitre premier de la coutume local d'icelle seignorie, à Thomas Signorelle, maçon de profession, où il a esté amené en présence desdit juge, et d'une nombreuses assemblée des peuples, et apret qu'il a esté administré de la confession par le révérand père Cleffer, recollet, de la famille de Hamiprez, icelui Thomas Signorelle a esté mis entres les mains de Jean Barbier,

exécuteur de la haute justice, qui l'a conduit le même jour, environs les onze heurs du matin, aux fourche patibulaire de cette signorie, est a exécuté ledit jugement suivant sa forme et teneur. Ainsi faite le jours, mois et ans que dessus et ont signé avec l'échevins qui a fait lecture, les autres officiers de justice.

(Ont signé) O. HUBERT, *mayer*,
H. RENEAUD, *l'-mair*,
ANTOINE BROXIMAR, *échevins*,
JEAN GAMBY, *assumé juge*,
HENRY COLSON, *juge assumé*,
JEAN PIERE, *assumé juge*,
OTTO DENIS, *greffier*.

N° 2.

25 février 1730.

EXTRAIT D'UN REGISTRE INTITULÉ : *Liure pour les santennces fourny par moy Anthoine Broximar, greffier de Muno, etc., commencé l'an 1725.*

Du vingte cinquieme feuevriér mil septe cens et trente.

Veü par nous, maire et gens exerçans la haute justices en la tère et signorie de Muno. Le procès criminellement exteordinairement faite à req^{te} du procureur fiscal en icelle, demendeur et plaignant contre Philippe Signorelle, filleurs de laine de profession, habitant de Muno, deffendeur et acussé, prisonnier es prisons de cete signorie.

La plainte du demendeur concernant plusieurs chefs d'acusations et pour lequel il luy a esté permis de faire infórmer le treze de se mois.

L'information faite en conséquences le quatorze, quinze et zeze en suivans, les réquisitions du demandeur à ce que l'information luy soit communiqué, nostre decret communicatoire le tout du même jour, les conclusions du procureur fiscal à ce que l'acussé se trouvant suffisamment atteinte et convaincu des chefs de plaintz, il soit pris et arreté au corps, ses biens saisie et annoté, décret de prise de corps par nous décerné contre l'acussé le tous dudit jour sezième feuevriér, le procé verbal de capture de l'acussé avec les réquisitions du procureur fiscal pour faire subir l'interrogatoire à l'acussé, du dissepte audit mois, l'interrogatoire de l'acussé contenant ses reconnaissances, confessions et denegations dudit jour,

dixsept avec la confrontation luy faite le même jour avec Thomas Signorelle son frère, les réquisitions du procureur fiscale à ce que les interrogatoire subis par l'accusé et ladite confrontations luy soient communiqué, pour y donner ses conclusions, nostre decret du même jour dix sept à ce que le tous luy soit communiqué, les conclusions du procureur fiscal à ce qu'il soit incessamment par nous procédé au récollement des témoins, nostre jugement du disneuf de se mois portant que les témoins seron récollé, récollement fait des témoins en leur dépositions du vingtième audit mois. Réquisition et conclusions du procureur fiscal pour la confrontations des témoins, nostre jugement qui ordonne qu'il serat procédé à la confrontation des témoins ouis et information, le tout du même jour vingtième ; confrontations des témoins à l'accusé des vingtième et vingt et unième au dit mois ; intérogatoire suby par l'accusé assy sur la sellette en la chambre d'odiances touchan la générallités des charge luy possé le vingt quatrième ensuivant ; les réquisitions du procureur fiscal à se que la touste la procédure luy soit communiqué ; nostre ordres communiquatoire de toute la procédure, le tout du même joure vingt quatrième audit mois ; les conclusions diffinitives de nostre procureur fiscal et finalement l'avis des jurisperite avec toutes les autre pièces de la procédure.

Tou veü et considérez,

Nous avon le dit Philippe Signorelle, filleur de laine de profession, déclaré dument atteint et convaincus d'avoir fait rébellions à justice et à ses ministre avec forces ouverte et mains armé, d'avoir attenté à la vie de ses juge, d'avoir fait des violences publique avec porte darme et effractions, jurez et blassemé le sain nom de Dieu, d'avoir vollé dime à la campagne et pour les autres qua mantionné au procé.

Pour réparation de quoi le condamnons d'estre conduit par l'exécuteur de la haute justices au fourche partibulaire de cette signourie pour y estre pandü et étranglé jusqu'à se que mort s'en suive, ordonnon que son corps mort y demeurat attaché avec une chainne de fer tant qu'il subsistera et que tous et un chaqu'un ses biens soient déclarez acquis et confisqué au seigneurs de Muno. Fait à Muno, le vingt cinquième feuevrier mil sept cens et trente, l'odiances extraordinairement tenant avant midi.

(*Ont signé*) O. HUBERT, *mayer*,
H. RENAULD, *l'-mair*,
ANTOINE BROXIMAR, *échevins*,
JEAN GAMBY, *juge assumé*,
HENRY COLSON, *juge assumé*,
JEAN PIERE, *juge assumé*,
OTTO DENIS, *greffier*.

Cejourd'huy vingt cinquieme du mois de feuevrier mil sept cens et trente, les jugement si-dessus et d'autre parte a esté prononcé environs les dix heurs du matins par l'ung des messieurs les officiers en la haute justices de la terre et signorie de Muno, au devant de la maison Signorelle dudit lieux et immédiatement après sous les fourche patibulaire à Philippe Signorelle, filleurs de laine de profession, ou ils a esté améné en présence desdits officiers de justices et d'une nombreusse assemblez de peuple acoury de toute part, et après que ledit Philippe Signorelle a esté administrez du sçacrement de la confession par m^{re} Jean Maçonnet, pretre, curez de Wez, icelui a esté mis entre les mains de Jean Barbié, xecuteurs de la haute justice qui l'a conduy le même jours, environs midy, audite fourche patibulaire et a esté exécuté ledit jugement suyvant sa forme et teneur.

Ainssi faite à Muno, le jour, mois et an que dessus et ons signés les autres officiers de justices avec Antoine Broximar, échevins qui an at fait la lecture.

(*Le registre est signé*) ANTOINE BROXIMAR, échevins,
O. HUBERT, mayeur,
JEAN PROTIN, échevins,
H. RENEAUD, l^e-maire,
JEAN FRANÇOIS LEDAN, échevins,
JEAN GAMBY, juge assumé,
JEAN PIERE, assumé juge,
HENRY COLSON, juge assumé,
OTTO DENIS, greffier.

N° 3.

19 août 1730.

Avis d'avocats sur l'opposition formée par les habitants de Muno contre l'édit publié de la part des jésuites.

Les avocats soussignés qui ont vu l'opposition formée à la publication d'un écrit qualifié d'*Édit*, le onze du présent mois d'août, par les habitants et communauté de Muno, ensemble ledit *Édit*, donné à Liège par le recteur du collège des RR. PP. jésuites de Liège, le 3 juillet dernier, et les pièces

jointes à ladite opposition, estime (*sic*) que par la coutume de Muno, datée du 5 avril 1698, et par une transaction du 29 septembre 1611, le recteur des jésuites n'étant qualifié que de prieur et de seigneur de Muno, il n'a droit ny pouvoir de donner des édits ny aucun acte dérogoratoire aux us et coutume de Muno, n'y ayant que les roys et souverains qui y puissent donner atteinte, et par conséquent l'édit du 5 juillet dernier ne doit être d'aucune considération dans la terre de Muno, et d'autant plus que par les articles y contenus il est dérogé expressement aux dits coutumes et transactions.

On voit, par l'article 5, l'amende réglée à 20 sous pour chaque bête trouvée en mésus sur terres ensemencées, et par l'article 4 de cet écrit qualifié d'édit, l'amende est égale pour les autres biens et prés, tandis que par l'article 31 du chapitre XXI de la coutume, l'amende n'est que de cinq sous, quand le mésus est commis de jour.

Par l'article 7^e de cet édit, on astreint les habitants de nouveau à convertir nécessairement leur bois d'usage en chauffage, contre la disposition expresse de la transaction de 1611, étant libre à un habitant de mettre à son usage particulier et de quelque qualité qu'il soit, sa part qu'il perçoit dans les bois d'usage pour son droit de bourgeoisie.

Par l'article 8^e, le recteur des jésuites ôte toute liberté de commerce, en défendant, sous peine de trois florins d'amende, aux brasseurs de fournir du bois aux étrangers qui viennent brasser chez eux, comme si le bois d'usage du particulier brasseur ne pouvoit pas être converti à cet usage, ou si achetant du bois et l'ayant fait conduire chez luy, il n'avoit pas la liberté d'en faire ce commerce.

L'article 9 enrichit (*sic*) sur le précédent, en défendant aux habitants de Muno, sous les mêmes peines et même de plus graves en cas de récidive, de faire voiturier du bois provenant de Muno hors le lieu, lorsqu'ils y vont brasser, le bois d'usage du particulier étant appliqué à sa destination et étant libre à ces habitants d'acheter du bois et d'en faire ce que bon leur semble.

L'article 10 n'est pas moins extraordinaire. Les poids et mesures dont on doit se servir à Muno, par les articles 4, 5, 6 et 7 du chapitre XX de la coutume, doivent être conformes à ceux et celles de Carignan, autrefois Yvoix, et de Beaumont, et non aux poids et mesures du prieuré de Muno, comme le veut l'article 10.

L'article 11 est directement contraire (*sic*) et renverse la transaction de 1611. Par icelle, les habitants peuvent faire paître leurs chèvres dans les tailles qui ont sept ans de recruc, et par cet article 11 on les veut banir à tous temps des bois, et on y ajoute la peine de confiscation.

L'article 24 du susdit chapitre XXI réglant la manière de fermer les héri-

tages, il n'est pas au pouvoir du seigneur d'astreindre les particuliers à faire ces fermetures de pallisades (*sic*) et cela sous peine d'amende arbitraire comme il l'établit par l'article douze de cet édit. Le particulier qui se trouve en retard de fermer son héritage n'étant condamnable qu'à cinq sous d'amende suivant ledit article 24. Il n'est pas non plus au pouvoir du seigneur d'empêcher, comme il le fait par l'article 13, les habitans de Muno de faire le commerce de vin ou de tenir auberge. Aux termes des édits ou déclarations des souverains, la permission de faire ce commerce ne dépend point du seigneur; elle est du droit des gens.

L'article 15 n'est pas moins contraire au droit commun et donne atteinte aux droits des souverains, à l'indépendance des habitans. Il n'y a que les souverains qui se servent des termes : *des lieux dépendans de notre obéissance*. Et s'il arrive des étrangers chez quelque particulier, pour y demeurer, c'est au maire et gens de justice où la déclaration doit être faite, et il n'échoit pas à 50 fls d'or d'amende pour n'avoir fait cette déclaration dans les 24 heures, et encore moins confiscation des effets, y ayant même différence avec l'habitation et la demeure.

L'article 16 est encore plus exorbitant que les précédens. Le seigneur ne laisse aucun doute qu'il veut établir le droit de main-morte dans la terre de Muno, en voulant empêcher même l'étranger domicilié et bourgeois de ladite terre d'y acquérir ou vendre les biens qu'il y a. Il s'en suivroit, delà, que le bien de ces particuliers deviendrait héritage de servile condition, et, en cas de mort du particulier, il appartiendrait au seigneur et, dans la suite, le seigneur empêcheroit encore ces particuliers de se marier sans son consentement, ce qui resiste aux loix divines et humaines, dans la terre de Muno.

Quant à l'article 17^e, il empêche la liberté des assemblées et délibérations des affaires qui concernent la communauté, les assemblées qui se font devant l'église n'étant qu'après que la messe est dite, et les maîtres de ville et députés ayant le droit de convoquer et faire faire les assemblées, devant eux, quand ils le jugent à propos, sans l'intervention ou assistance de gens de justice, et principalement quand il s'agit d'affaires qui regardent le seigneur, comme il a été dit que cela avoit toujours été ainsy pratiqué.

L'article 18 est des plus contraire à la liberté naturelle et au droit des gens. Il deffend aux habitans de la terre de Muno de se servir de procureurs ou avocats dans leurs affaires qui n'ayent été examinés et trouvés capables par les jurispérisses que le seigneur dit qu'il nommera. Et par la coutume, les gens de justice sont obligés de juger sur l'avis qu'ils doivent prendre d'avocats ou légistes, n'y en ayant aucuns dans la terre de Muno

qui est d'une très-petite étendue. D'ailleurs il est inouï qu'un avocat soit soumis à l'examen d'un jurisperite pour pouvoir user des droits qui luy sont acquis par ses licences et par sa réception. Cet article est d'autant plus extraordinaire, que les avocats qui vont travailler sur les lieux sont avocats aux parlements de France où les habitans payent sauvement et sont sous la protection du roy de cette couronne ⁽¹⁾.

Il en est de même de l'article 19 et dernier. Le seigneur semble vouloir obliger un moribond de mourir sans avoir eu la liberté de se servir d'un médecin ou de se faire soigner par un chirurgien. Il n'y en a pas à Muno, et supposé qu'il y en auroit, n'est-il pas en la liberté du malade ou de ses parens de se servir de tel médecin ou chirurgien qu'il juge à propos ? la profession de l'un et de l'autre n'est-elle pas aussi libre que celle d'avocat ? Les médecins et chirurgiens reçus sont-ils obligés de subir un nouvel examen par qui, et pardevant qui à Muno ; si cette formalité étoit nécessaire, pendant qu'on l'observeroit, le malade ne peut-il pas mourir faute de secours qu'on auroit pu luy apporter pendant ce temps, et ne voit-on pas, tous les jours, même dans les grandes villes où il y a plusieurs médecins et chirurgiens, les malades en faire venir d'autres villes sans que ceux qui y viennent fassent voir leurs lettres ou se fassent examiner ? Ne seroit-ce pas souvent soumettre un habile homme à l'examen et même au caprice de l'ignorant ?

Ainsy les habitans de Muno sont bien fondés à réclamer, comme ils ont fait, contre ce prétendu édit, et de s'en remettre aux susdite coutume et transaction. Ils peuvent même demander au seigneur de Muno les mille florins de Brabant d'amende pour avoir par luy contrevenu à la susdite transaction comme il y est porté à la page 15, où il est fait mention que les princes sont protecteurs de Muno, par la réserve qu'on y a stipulé de leurs droits, d'où il suit nécessairement que le recteur des jésuites n'en est pas souverain et ne peut déroger, en façon quelconque, à la dite coutume et beaucoup moins à la transaction faite avec les habitans, qu'il ne devoit qualifier que de *vassaux* et non de *sujets*, envers lesquels il s'est soumis à la peine de mille livres florins de Brabant, en cas qu'il contreviendrait, comme il fait, à ladite transaction, le souverain ne se soumettant à aucune peine envers ses sujets. Et comme dans le fait présent, ils n'ont aucun tribunal où ils puissent se pourvoir en cas que le seigneur de Muno vou-

(1) On comprend que cet article devait paraître aux avocats des villes voisines, qui exploitaient Muno, le plus contraire à la liberté naturelle et aux droits des gens..... du métier.

droit faire exécuter ce prétendu édit, non obstant leur opposition à la publication d'icelluy, les soussignés estiment que les dits habitans doivent implorer la protection du roi et souverains aux quels ils payent sauvement.

Délibéré le 29 août 1730.

N° 4.

26 octobre 1730.

Lettres de garantie données par le lieutenant-seigneur de Muno aux juges des frères Seignorel.

Ce jourd'huy, 26 octobre 1730, nous, Nicolas Urbain de Malmédie, praitre (*sic*), lieutenant seigneur en la terre et signorie de Muno, avons promis de la parte du seigneur de ce lieux et de la nostre d'indeminiser et porter quites tous nos officiers faisans foncions de judicature et autres qui ontes esté employés aux poursuites et procès des nommés Tomas et Philippe les Signorelles dudit lieux et ban, envers et contre tous de tous évènements, fraix, dépants, damage et intérêts, avec promesse spéciales de les deffendres, intervenir en cause, s'ils est nécessaire : en un mot, les mestres hors de cour généralement quelquonque, sans amande ny dépants ; à la garantie desquelles présente nous obligons conjointement tous nos biens, soubz quelque resor y puis estres située, même en qua des poursuites ultérieurs de la partes des Signorelles, l'heurs représentant ou ayanceuse, même de quelque autres parte ils puise arriver ; dans faire toutes les avances nécessaire à la décharges de nos dits officiers. Déclarans que la présentes l'heur serviroit de procuration par tous où besoins serat, avec pouvoir par eux de la faire omologuer, enregistré et réalisé, s'ils les trouve ainsi convenir ; au moins (moyen) de laquels ils l'heur serat loisible de plaider et deffendre à nos deffaux et à nos risques, périlles et fortune, pardevans les tribunaux qui veuilles connoistre le différent en questions. Approuvant se qui a esté fait jusqu'à présent, et tout se qui se pourat faire si appret aux même subjest. En fois de quoy, nous avons, es dits noms et de nostres parte, sousignés et apposé le cachet de nos armes ordinaire au bas des présentes, faites en la maisons Signorielles le dits jour suprat. Apprès lecture faite et estoit signé de Malmédie et son cachet

en cire rouge. Tirés sur l'originale de mot en mot, lesquels originale est restez entre mes mains de mois sousignez.

ANTOINE (nom illisible), greffier.

Nous avons conservé à cette pièce son orthographe *originale*, mais parfois difficile à comprendre. La forme est digne du fond.

N° 5.

17 février 1734.

Ordonnance du duc de Bouillon relative à ses droits sur Munau.

CHARLES GODEFROY, par la grâce de Dieu, duc de Bouillon, à tous présents et avenir, salut.

La seigneurie de Munau est une des quatre siries (*sic*) du duché de Bouillon, et elle en est dépendante tant par la mouvance que pour le ressort de la justice, le prieur de Munau ne peut prendre possession de la seigneurie s'il n'est reçu à la cour souveraine de Bouillon, où il doit faire la foy et hommage, présenter le dénombrement et payer le droit de relief. Les bourgeois de Munau sont soumis à la loy, poids et mesure de Bouillon, et doivent y faire serment de fidélité au duc de Bouillon, comme à leur légitime souverain. Cependant, les pères jésuites, établis à Liège, et qui jouissent du prieuré de la seigneurie de Munau, ont fait différentes entreprises pour secouer le joug de la souveraineté et de toute dépendance, et pour se soustraire et soustraire les habitants de la communauté de Munau à l'obéissance que le prieur et les habitants doivent au duc de Bouillon. En l'année mil six cent quatre-vingt-dix-huit, ils firent rédiger de leur autorité privée une coutume intitulée : *Coutumes locales du ban et seigneurie de Munau*, quoique de tous temps les habitants de Munau aient été régis par la coutume du duché de Bouillon. Dans cette prétendue coutume locale, au titre des droits et juridiction du seigneur, les jésuites de Liège ont eue la témérité d'insérer un article contenant que la seigneurie de Munau est indépendante d'aucuns royaumes, provinces, terres et seigneuries, et que leur collège de Liège, représenté par le père recteur, en est seigneur légitime et absolu. Et le trois juillet de l'année mil sept cent trente, ils ont fait un prétendu règlement pour la communauté de Munau,

sous le titre d'*Édit perpétuel*. Les habitants de Munau nous ont présenté une requête à laquelle ils ont joint le résultat de leur communauté du 16 juin 1733, contenant le récit de toutes les contraventions faites par les jésuites de Liège, aux articles d'une transaction passée entre eux et la communauté de Munau, le pénultième jour de novembre 1611, par laquelle transaction la partie contrevenante se soumet, pour chaque contravention, à l'amende de 1,000 florins de Brabant, applicable à la partie contre laquelle il aura été contrevenu, sans préjudice des droits des princes et de tous autres. Et par ledit résultat, les habitants se plaignent de ce que le père recteur du collège de Liège a perverti tout l'ordre et les anciens usages de la terre de Munau par ledit prétendu règlement sous le titre d'*Édit perpétuel*, dudit jour trois juillet mil sept cent trente, qu'il a fait publier et homologuer (*sic*) par les gens de justice de Munau, nonobstant l'opposition de tous les habitants dudit lieu. Et, attendu que toutes les entreprises faites par les jésuites de Liège sont contraires aux droits de juridiction et de souveraineté à nous appartenans, sur le prieuré, terre et seigneurie de Munau, et qu'elles tendent aussy à l'oppression des habitants qui ne doivent recevoir d'autres loix que celles faites de l'autorité du duc de Bouillon leur légitime souverain. A ces causes, de l'avis de notre conseil et de notre certaine science, plaine puissance et autorité souveraine, nous avons cassé et annulé, cassons et annulons par ces présentes l'écrit de l'année 1698, intitulé : *Coutumes locales du ban et seigneurie de Munau*, et un autre écrit, du 3 juillet 1730, sous le titre de *Règlement en forme d'édit perpétuel*, et toutes autres prétendues loix ou ordonnances que le recteur des jésuites de Liège ou ses officiers de justice à Munau pourroient avoir faites au préjudice des droits de notre souveraineté; deffendons aux habitants de ladite communauté de Munau d'y déférer ny d'y avoir aucun égard, et audit père recteur et aux jésuites de Liège ou résidans à Munau, et à leurs officiers de justice de les faire exécuter; voulons et ordonnons que ledit père recteur, comme prieur de Munau, les gens de justice et autres habitants de ladite seigneurie ayent à se conformer aux anciens usages observés à Munau.

Si donnons en mandement à nos aiméz et féaux conseillers, les gens tenans notre cour souveraine à Bouillon, que ces présentes ils fassent lire, publier et enregistrer le contenu en icelles, garder, observer et entretenir, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte et manière que ce soit, enjoignons au gouverneur pour nous de notre ville et duché de Bouillon, de tenir la main à la pleine et entière exécution d'icelles, car telle est notre volonté. Et afin que ce soit chose firme et stable à toujours, nous avons fait sceller ces présentes du seel de nos armes et contresigner par

l'un de nos conseillers secrétaires de nos commandements. Donné en notre château de Navarre lès-Evreux, le dix-sept février l'an de grâce mil sept cent trente-quatre.

CHARLES GODEFROY.

Par Son Altesse Sérénissime :

FALCONET DE SAINT-GERVAIS.

N° 6.

29 janvier 1735.

Acte par lequel les jésuites reconnaissent la souveraineté de Sa Majesté Impériale et Catholique, duc de Luxembourg.

Nous soussignés François de Beeckman, provincial de la compagnie de Jésus dans la province gallo-belgique, et Joseph Descamps, recteur du collège de la même compagnie à Liège, en conformité du décret de S. A. S., en date du 23^e jour de novembre 1734, déclarons de reconnaître sa Majesté Impériale et Catholique, comme duc de Luxembourg et comte de Chiny, pour seul seigneur souverain du prieuré et de la terre de Munau, avec ses appendances et dépendances, situés au comté de Chiny, et ceux du conseil à Luxembourg, pour juges de ressort ; promettons de ne reconnaître autre souverain, ni juge de ressort, et de nous conformer entièrement à tous les points du décret susdit de sa dite A. S^{me}, lequel nous tenons ici pour inséré. En témoignage et pour assurance de notre entière et parfaite soumission, donnons tant en notre nom, qu'en celui de tous nos inférieurs, le présent acte de déclaration et reconnaissance, muni des cachets de nos offices, le 29 janvier 1735.

Étoit signé : FRANÇOIS DE BEECKMAN et JOSEPH DESCAMPS, avec les cachets du provincial et du recteur, en hosties blanches.

N° 7.

4 mai 1735.

Arrêt de la cour souveraine de Bouillon.

Veu par la cour la requête à elle présentée par le Procureur général de Son Altesse Sérénissime, contenant que quoyque les officiers du conseil provincial de Luxembourg persuadés qu'ils n'ont aucun droit sur la juridiction de Munau et surtout en matière criminelle dont la connoissance n'a jamais été contestée à la cour, ayant veu d'un œil tranquille l'instruction du procès criminel et même l'entière exécution de l'arrest qui est intervenu sur ycelui le six septembre dernier, au sujet des jugements de mort rendus par les gens de la justice de Munau, à la charge de Thomas et Philippe Seignorel, habitans du dit lieu et des exécutions qui sont ensuivies, cependant par une continuation d'entreprises et d'attentats intolérables contre les droits qui appartiennent à Son Altesse Sérénissime sur la terre et Seigneurie de Munau, ils se seroient avisés par un décret rendu sur la requête du substitut du procureur général, au dit conseil du vingt six fevrier dernier, signifié le vingt huit avril suivant, de casser et annuler le dit arrest de la cour, comme incompetant et attentatoire, tout ce qui le précède et suivy et pourroit s'en suivre avec défense aux habitans de Munau en général et en particulier aux héritiers des dits Thomas et Philippe Seignorel d'y déférer, n'y de s'en prévaloir, à peine d'être appréhendé au corps, ordonnant au prieur et seigneur de Munau et aux gens de la justice du dit lieu, de faire administrer et respectueusement administrer la justice, nonobstant le dit arrest, même aux dites veuves et héritiers des dits Thomas et Philippe Seignorel de poursuivre par devant le dit conseil les fins de la requête qui y a été par eux prétendument présentée.

Comme le substitut du procureur général a veu a regret et qu'il a parfaitement senty que rien n'étoit si contraire au but qu'il s'étoit proposé de faire passer l'arrest de la cour du six septembre dernier pour attentatoire au prétendu droit de juridiction dudit conseil de Luxembourg, que le concours de toutes les parties qui se sont volontairement pourveues à la cour comme à leur juge naturel et seul compétant, il n'a rien épargné pour insinuer qu'il avoit été gratuitement supposé. Il s'est même oublié jusques à invectiver son Altesse Sérénissime, qui n'a d'autre part dans cet arrest que de lui donner son autorité par l'apposition de son nom en teste d'icelui, par les termes d'impertinences et de supercherie que l'on pourroit,

à juste titre, si on n'en usoit pas avec plus de modération et de réserve, employer pour caractériser le peu de sincérité que l'auteur de la requête a apporté dans l'exposé d'icelle. Que si la vivacité et l'indécence de ces expositions qui blessent également les égards et le respect dû à un souverain, doivent porter la cour à s'élever contre ce décret, elle ne doit pas être moins attentive sur l'entreprise formelle et sur les atteintes qu'il porte à la juridiction qui appartient à son Altesse Sérénissime, à Munau, laquelle peut d'autant moins lui être contestée qu'elle est de notoriété publique, que les mayeur et sergent de la justice du dit lieu ont toujours relevé et relèvent encore actuellement de leurs offices par devant la cour et qu'ils n'ont jamais discontinué d'en payer, au domaine de Son Altesse Sérénissime, les reconnoissances annuelles.

A ces causes requeroit, qu'il plût à la cour, casser, annuler et supprimer le dit décret du conseil de Luxembourg du vingt six feuvrier dernier, faire deffenses, tant au prier et seigneur de Munau et aux gens cy-devant composants la justice du dit lieu qu'à tous les habitants en général et en particulier, aux veuves et héritiers Thomas et Philippe Seignorel d'y defférer et d'y avoir aucun égard à peine d'être poursuivis extraordinairement et de punition exemplaire et qu'au surplus l'arrest de la cour du six septembre dernier sera exécuté selon sa forme et teneur.

La ditte requête signée Thibault, veu le dit décret du conseil provincial de Luxembourg du dit jour vingt six feuvrier dernier, ouy le rapport, tout considéré, la cour a cassé, annulé et supprimé le dit décret du conseil provincial de Luxembourg susdatté, fait deffenses, tant au prier et seigneur de Munau et aux gens cy-devant composants la justice du dit lieu qu'à tous les habitants en général et en particulier aux dittes veuves et héritiers de Thomas et Philippe Seignorel d'y defférer et d'y avoir aucun égard, à peine d'être poursuivis extraordinairement et de punition exemplaire. Au surplus ordonne que son arrest du six septembre dernier sera exécuté selon sa forme et teneur. Donné à Bouillon, en la cour souveraine le quatre may mil sept cent trente cinq, par la cour.

(Signé) SPONTIN, avec paraphe.

Collationné avec paraphe. Scellé ce cinquième may 1735.

(Signé) P. THIBAUT, avec paraphe.

L'an mil sept cent trente-cinq le septième jour du mois de may, à la requête de Monsieur le procureur général de S. A. S^{me}, qui fait élection de domicile en son hôtel à Bouillon, j'ai Jean Noël Plantier, huissier en la cour souveraine de Bouillon, soussigné, assisté de Jean David, de Guillaume

Bourland, de Joseph Duchêne, de Nicolas Gerard et de Michel Parenté, gardes établis à Bouillon, par moy pris pour adjoints, soussignés, bien et duement signifié et laissé la présente copie d'arrêt aux habitans et communauté de Munau, au domicile de Jean Colson, l'un des maîtres de ville dudit lieu en parlant à sa personne auquel tant pour luy que pour tous ces habitans, j'ay fait commandement de par Son Altesse S^{me} et justice de s'y conformer aux peines portées par ledit arrêt, et que pour lesdits habitans n'en ignorent, je leurs ai, en parlant comme dessus, signifié et laissé la présente pour copie. Dont acte, signés Plantier, David, Bourland, Duchêne, la marque de Nicolas Gerard, signé Michel Parenté.

Pour copie :
(Signé) PLANTIER.

N^o 8.

18 octobre 1741.

Transaction définitive intervenue entre les jésuites de Liège et les héritiers Seignorel.

Cejourd'huy, le 18 octobre 1741, le révérend père Hubert Delatre, procureur du collège des jésuites en Isle à Liège, au nom et comme ayant charge du reverend père François de Beeckman, recteur dudit collège, en cette qualité prieur et seigneur de Munau, d'une part : Poncette Alexandre, veuve du défunct Philippe Seignorel, vivant bourgeois dudit Munau, Antoine Seignorel, fils dudit deffunct, en leurs noms et se portans forts pour Guillaume Seignorel, soldat dans le régiment de la couronne, aussy fils dudit deffunct, Antoine Seignorel, aussi bourgeois dudit lieu, au nom et comme ayant les droits cédés de ladite Poncette Alexandre, Jacques et Olivier Seignorel, et Poncelet Nicolas et Anne Seignorel, sa femme ; tout les dits derniers Seignorels, enfans de Thomas Seignorel, demeurants audit Munau, d'autre part :

Et encore Olivier Hubert, Hubert Renauld et Antoine Broximart, cy devant mayeur, lieutenant mayeur et greffier dudit Munau, d'autre part. Les quelles parties pour terminer les contestations survenuës, en la cour souveraine de Bouillon, entre le procureur général de ladite cour et le R^d père recteur dudit collège, les dits Hubert Renauld et Broximart, les

dittes Marie Thillieux et Poncette Alexandre, en qualité d'intervenantes, sur les quelles seroit intervenu arrêt, le six septembre 1734, sans que ledit R^d père recteur ait parlé en laditte cour ny reconnu la jurisdiction, ny qu'il entend de la reconnoitre en aucune manière, pour prévenir des plus grosses difficultés entre les dittes parties, et pour se redimer de part et d'autre de toutes vexations et procédures, le dit révérend père Delatre, audit nom a payé content (*sic*) audit Antoine Seignorel, frère des dits deffuncts, en sa qualité, aus dits Antoine Seignorel, garçon majeur, demeurant à Sedan, tant pour eux que pour ledit Guillaume Seignorel, et aux dits Jacques et Olivier les Seignorels, et Poncelet Nicolas et Anne Seignorel, sa femme, la somme de *deux mille sept cent cinquante livres* pour toutes prétentions qu'ils pourroient avoir, aux quelles les dittes Poncette Alexandre et les autres susnommés renoncent solidairement, purement et simplement, déchargeant pareillement les dits Hubert Renauld et Broximart de toutes prétentions et autres choses généralement quelconques; les quels Hubert Renauld et Broximart deschargent pareillement ledit Rev^d père recteur de toutes prétentions qu'ils pourroient avoir sans que les dittes parties puissent se rechercher en quelle manière que ce puisse estre, ledit R^d père recteur ayant bien voulu compter cette somme pour retablir l'union et la paix dans la seigneurie de Munau et sans aucune obligation de sa part, en foy de quoy les dittes parties ont signés et marqués, au prieuré du dit Munau, en présence de messieurs François Roberty, prestre, curé dudit Munau, et de Joseph d'Aupont, prestre et curé de Wée. Fait les jours, mois et an que dessus. Après lecture faite étoient signés :

H. DELATTRE. Marque de Poncette Alexandre, en forme de croix, pour ne sçavoir écrire. JACQUES SEIGNOREL. OLIVIER SEIGNOREL. ANTOINE SEIGNOREL. O. HUBERT. H. RENAULD. ANTOINE BROXIMART. ANTOINE SEIGNOREL. Marque d'Anne Seignorel, en forme de croix, pour ne sçavoir écrire. Marque de Poncelet Nicolas, en forme de croix, pour ne sçavoir écrire. HENRY FLEURY et JEAN LEDENT, tuteurs de Wilmet Seignorel. F. ROBERTY, *testis*, J. D'OPONT, curé de Wee, *testis*.

N^o 9.

9 mai 1742.

Décret de S. A. S. le duc de Bouillon.

CHARLE GODEFROID, par la grâce de Dieu, souverain duc de Bouillon, à tous présents et à venir, salut.

Les jésuites de Liège, qui sont prieurs et seigneurs de Muneau, ayant porté leurs entreprises et leurs attentats pour se soustraire et soustraire les habitants dudit lieu à la souveraineté et à la juridiction qui nous appartiennent sur le prieuré, terre et seigneurie de Muneau, jusqu'à faire publier en différens tems, sous le nom de leurs recteurs, plusieurs écrits, contenant des loix, auxquelles ils entendoient assujétir ces habitants, nous avons par notre ord^{re} du dix février mil sept cent trente-quatre, cassé et annullé les dits écrits, avec deffenses aux officiers de justice et habitans et communauté d'y déférer et d'y avoir aucun égard ; nous nous étions également proposé pour objet le rétablissement de nos droits et de l'ordre qu'on avoit voulu intervertir dans cette comauté d'y faire revivre l'autorité des loix municipales de notre duché, sous lesquelles les habitans avoient toujours vécu, avant que les jésuites de Liège attentassent de s'ériger en souverains ; et d'y établir l'ex^{on} des ord^{res} rendus par notre très-cher et très-honoré père, tant pour reduire les rentes à un taux proportionné à celui qui a lieu chès nos voisins et moins ruineux pour ceux que la nécessité contraint de recourir à des emprunts, que pour la réformation des abus qui s'étoient glissés dans l'administration de la justice et l'instruction des procès. Cependant nous sommes informés que, sous prétexte des anciens usages auxquels nous avons consenti que les habitans se conformassent, des vues si salutaires, et si utiles n'avoient pas été entièrement remplies, parce que, d'un côté, les jésuites de Liège ont fait tous leurs efforts pour maintenir, sous le spécieux nom d'usage, des véritables abus introduits ou autorisés par les loix qu'ils avoient prétendu donner ; et que, d'un autre côté, les officiers de justice trouvant leur avantage particulier dans la forme de procéder établie par la prétendue coutume de Muneau, qui les autorisoit à percevoir des droits considérables par eux-même et plus encor par le prix d'une monoye étrangère singulièrement introduite pour les augmenter, et peut-être dans la vue de porter de nouvelles atteintes à nos droits, ont préféré cette forme, toute défectueuse et irrégulière qu'elle est, à l'ex^{on} de l'ord^{re} de 1723 qui retranche toutes les procédures inutiles,

abrège et simplifie les autres, et par ce double moyen diminue la multitude des frais en même tems qu'elle les réduit à une taxe modérée ; nous avons estimé que nous reconnoîtrions mal la fidélité et l'attachement dont les habitans de Muneau nous ont donné des preuves, si nous laissions subsister plus longtemps les traces de ce qu'on a entrepris pour les en éloigner, ainsy que des abus qui tendent à leur oppression et à leur ruine, et si moins attentifs sur leurs plaintes, nous manquions d'empressement pour leur faire ressentir tous les avantages de la douceur de notre gouvernement, que nous faisons goûter avec une satisfaction paternelle à tous nos autres sujetx ; à ces causes, de l'avis de notre conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité s^{ne}, nous avons dit, déclaré, statué et ordé, disons, déclarons, statuons et ord^{ons} que la coutume et statuts du duché de Bouillon, réformés en l'année 1688, ainsy que les ord^{es} rendues par notre très-cher et honoré seigneur et père, au mois d'avril 1722 et au mois de may 1723, tant pour la réduction des rentes, que pour la réformation de la justice, seront exécutées, suivies et observées dans l'étendue de la seigneurie de Muneau, ainsy qu'ils le sont dans tous les autres lieux de notre s^{neté} en tous leur points et articles ; abrogeons tous réglemens, stils et usages contraires aux dispo^{ons} qui y sont contenues ; et cependant, ayant égard à la bonne foy dans laquelle peuvent avoir été ceux qui depuis la publication de ladite ord^e de 1722 ont fait des prestz dont l'intérêt a été stipulé à un denier plus haut que celui auquel nous l'avons fixé par ladite ord^e, nous déclarons qu'elle n'aura son effet que pour les contrats de constitution qui seront passés à l'avenir, et qu'elle aura lieu seulement à commencer du jour de l'enregistrement et publication des présentes pour les intérêts légaux et ceux adjugés en justice, voulons et ord^{ons} que les monnoyes soient reçues dans ladite seigneurie sur le pied qu'elles ont cours dans les autres lieux de notre s^{neté}. Si donnons en mandement à nos amés et f^{éaux} con^{ers} les gens tenants notre cour s^{ne}, que lesd. présentes, ils fassent lire et enregistrer et le contenu en icelles garder, observer et entretenir, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte, ou manière que ce soit, car telle est notre volonté, et afin que ce soit chose stable, nous avons fait sceller du sceau de nos armes ces pr^{ntes} que nous avons signés et fait contresigner par le sec^{re} ord^e de nos command^{rs}. A Paris, en notre hôtel, le 9^e mai 1742.

(Signé) CHARLE GODEFROID, et plus bas : par S. A. S. signé COLLOT.

Lue, publiée et enregistré, l'audience tenante, ce requérant le substitut du procureur général de Son Altesse Sérénissime pour être exécutée selon sa forme et teneur, et seront copiés, collationnés, envoyés à Muneau,

pour y être pareillement lues, publiées et registrées, l'audience du siège dudit lieu tenante, même affichées partout où besoin sera, dont sera certifié la cour dans la huitaine. Donné à Bouillon, en la cour souveraine, le trois juillet mil sept cent quarante-deux.

Signé par la cour, SPONTIN, avec paraphe.

Collationé à l'original par nous conseiller, greffier en chef de la cour souveraine de Bouillon.

(Signé) SPONTIN.

N° 10.

16 mai 1769.

Déclaration de l'ambassadeur de l'Impératrice Reine, relative à l'art. 50 de la convention du 16 mai 1769.

M. le duc de Choiseul ayant déclaré à l'égard de Muneau, dont il est fait mention dans l'art. 50 de la convention signée aujourd'hui, que le roy Très-Chrétien se réservoir d'intervenir par ses bons offices dans l'arrangement amiable que M. le duc de Bouillon désiroit de faire avec la cour de Vienne, l'ambassadeur soussigné déclare qu'il a accepté et qu'il accepte, au nom de Sa Majesté l'Impératrice Reine, la susdite déclaration de la cour de France. En foi de quoi, nous, ambassadeur de Leurs Majestés Impériales Royale Apostolique, avons signé la présente déclaration et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Versailles, le 16 may 1769.

(L. S.) Comte DE MERCY-ARGENTEAU.



13017

